

Contrat Recyclage des déchets d'emballages ménagers triés Flux FD 20

*Modèle de Contrat V1
1^{er} juillet 2025*



Donnons ensemble une
nouvelle vie à nos produits.

ENTRE LES SOUSSIGNEES :

La société **CITEO**, société anonyme au capital social de [...] euros, immatriculée sous le numéro 388 380 073 au R.C.S. de Paris, dont le siège social est situé 2 bis, avenue de Taillebourg 75011 Paris France,

Représentée par **Jean HORNAIN**, en sa qualité de **Directeur Général**, dûment habilité aux fins des présentes,

La société **ADELPHE** [...]

ci-après dénommées « **La Société Agréée** »,

D'UNE PART,

ET

La société [...] (**Nom**), Société [...] (Forme) au capital social de [...] (Capital social) Euros, immatriculée sous le numéro [...] (Numéro d'immatriculation) R.C.S [...] (Ville), dont le siège social est situé [...] (Adresse),

Représentée par [...] (**Représentant**) en sa qualité de [...] (**Titre**), dûment habilité aux fins des présentes,

ci-après désignée le « **Acquéreur** »,

D'AUTRE PART,

Dénommés ci-après individuellement « **Partie** » et collectivement les « **Parties** »,

Sommaire

Préambule	6
Article 0. Définitions	7
Article 1. Objet du contrat	9
1.1 Conditions de vente	9
1.2 Qualité des matières vendues	9
a) Désignation du Flux	9
b) Gestion des impuretés	9
1.3 Quantité des matières livrées	10
a) Engagement annuel d'approvisionnement de La Société Agréée	10
b) Engagement d'approvisionnement « <i>au fil de l'eau</i> »	11
1.4 Conditions de livraison	12
a) Planning de livraison	12
b) Transfert transfrontalier	12
c) Report et difficultés de livraison	13
1.5 Gestion des réceptions	14
1.6 Continuité des réceptions	15
1.7 Recyclage	16
a) Volumes recyclés	16
b) Conditions de recyclage	16
c) Coopération des Parties en vue de l'amélioration des performances de la filière REP EM17	16
1.8 Transport [si option transport activée]	17
1.9 Reporting	17
a) Traçabilité des réceptions	17
b) Certificat de recyclage	17
c) Déclaration des stocks	17
d) Bilan annuel de performance	17
e) Sanctions	18
1.10 Insertion par l'activité professionnelle	18
1.11 Contrôle	18
1.12 Règlementation applicable	19
1.13 Responsabilité civile et assurance	19
a) Généralités	19
b) Pénalités	20
c) Sanctions	20
d) Limite globale de responsabilité	23
Article 2. Durée du contrat	23
2.1 Durée du contrat	23
2.2 Résiliation du Contrat sans faute	23
a) Perte d'agrément de La Société Agréée :	24
b) Désaccord persistant sur le réexamen du Contrat	24
2.3 Résiliation du Contrat pour faute	24
2.4 Fin du Contrat	24
Article 3. Prix	26
3.1 Prix d'acquisition	26
3.2 Partage des recettes de vente des matières recyclées	26
3.3 Paiement du prix d'acquisition	27
Article 4. Réexamen du Contrat	28
4.1 Cas et conditions de réexamen du Contrat	28
4.2 Procédure de réexamen du Contrat	29
Article 5. Force majeure	30
Article 6. Indépendance des Parties	30
Article 7. Indivisibilité du contrat et non-renonciation	30
Article 8. Intuitu personae	31

8.1	Cession du Contrat	31
8.2	Exécution du Contrat par des tiers	31
8.3	Reprise du Contrat en cas de fin d'agrément de La Société Agréée	32
Article 9.	Communication	32
Article 10.	Confidentialité	33
Article 11.	Propriété intellectuelle	33
11.1	Connaissances propres	33
11.2	Résultats communs	34
11.3	Garantie de jouissance paisible	34
Article 12.	Documents contractuels	34
Article 13.	Loi applicable et clause attributive de juridiction	35
Article 14.	Attestations et déclarations sur l'honneur	35
Article 15.	Lutte contre la corruption	36
Annexe 1	Qualités du flux	37
Annexe 2	Détail de la solution de recyclage	38

Les Parties procèderons à une signature du Contrat par voie électronique.

Les Parties reconnaissent que ces modalités de signature électronique constituent un mode de conclusion et de formation valide du Contrat.

Par ailleurs, les Parties reconnaissent que le Contrat signé électroniquement aura force probante quel qu'en soit l'usage qui en sera fait et notamment en cas de contestation ou litige éventuel.

NOTA BENE : en cas de groupement d'opérateurs économiques, le présent contrat devra être signé par chacun des membres du groupement.

Projet de contrat

Préambule

La Citeo et sa filiale Adelphe (ci-après la « Société Agréée ») ont lancé un appel d'offres (ci-après l' « Appel d'Offres ») aux fins de cession pour recyclage des déchets d'emballages ménagers triés entrant dans la composition des standards repris par les Sociétés Agréées (ci-après le ou les « *Standards* »), en application du cahier des charges des éco-organismes et des systèmes individuels de la filière à responsabilité élargie des producteurs des emballages ménagers, des imprimés papiers et des papiers à usage graphique (ci-après le « Cahier des Charges REP EM »), tel que modifié par l'arrêté n° NOR TREP2322632A en date du 7 décembre 2023.

Aux termes de l'Appel d'Offres, l'Acquéreur, **[rayer la mention inutile : société spécialisée dans la régénération des matières plastiques / société spécialisée dans la fabrication de [...], cherchant à utiliser les emballages triés issus des Standards, offerts à la vente par La Société Agréée, comme matières premières de substitution / société de négoce de déchets recyclables / ...]**, a été retenu au titre du flux FD20 (ci-après le « *Flux* »), en qualité, quantité et durée visées au présent contrat (ci-après le « *Contrat* »).

Le Contrat reflète la négociation des Parties, intervenues conformément aux conditions de l'Appel d'Offres.

L'Acquéreur déclare disposer de l'ensemble des moyens utiles pour réceptionner, le cas échéant transporter, et réaliser le recyclage du Flux conformément aux stipulations du présent Contrat. Il est responsable du maintien de l'ensemble de ces moyens durant toute la durée d'exécution du Contrat.

L'Acquéreur déclare, par ailleurs, avoir parfaitement compris les contraintes qui pèsent sur la Société Agréée, notamment en termes de quantités et de fréquence des livraisons et de leur évolution dans le temps, et être en mesure d'assumer seul les obligations et risques en découlant.

Parmi les contraintes qui pèsent sur Citeo et sa filiale, Adelphe, il est particulièrement souligné le caractère d'intérêt général qui s'attache à ses activités agréées aux termes de l'article L. 541-10 du code de l'environnement, et dont résulte la nécessité d'assurer la continuité de ces activités. Le recyclage des déchets constitutifs du Flux, en vue duquel le Contrat est conclu, compte parmi ces dernières, de sorte qu'est mise à la charge de l'Acquéreur une obligation d'assurer la continuité de ce recyclage en toute circonstance, à l'exclusion de la force majeure.

En raison de l'intérêt général précité, il est en outre, et notamment, mis à la charge de l'Acquéreur une obligation de se conformer à tout contrôle diligenté par la Société Agréée pour s'assurer de la parfaite exécution du Contrat par l'Acquéreur.

CECI AYANT ETE EXPOSE, IL EST CONVENU CE QUI SUIT.

Article 0. Définitions

Acquéreur : L'Acquéreur est l'opérateur économique attributaire du Contrat, identifié en tant que tel en comparution du présent contrat. Il conclut le Contrat avec la Société Agréée.

En cas de groupement d'opérateurs économiques, l'Acquéreur désigne le groupement, représenté par son mandataire, sans qu'il ne soit toutefois possible pour un co-traitant non visé nommément de s'exclure du périmètre de cette définition.

Il est exigé de l'Acquéreur constitué en groupement conjoint d'opérateurs économiques que le mandataire soit solidaire de chacun des membres du groupement pour ses obligations contractuelles à l'égard de la Société Agréée, pour la totalité des obligations de l'Acquéreur au titre du Contrat. En cas de défaillance d'un co-traitant, il s'engage à pallier cette défaillance.

L'Acquéreur fait son affaire de l'organisation du groupement d'opérateurs économiques (convention de groupement), sous réserve que le mandataire du groupement assume, du fait de la solidarité, les responsabilités que le Contrat met à sa charge vis-à-vis de la Société Agréée.

Le mandataire du groupement Acquéreur représente les autres membres du groupement d'opérateurs économiques Prestataire auprès de la Société Agréée pendant et pour l'exécution du Contrat, y compris les conséquences de son terme, anticipé ou non. Il est l'interlocuteur privilégié de la Société Agréée.

A ce titre, de manière non-exhaustive, le mandataire a seule qualité pour :

- Représenter l'ensemble des cotraitants auprès de la Société Agréée et signer les documents engageant le groupement, sans préjudice de la signature du présent contrat par chacun des membres du groupement ;
- Assurer sous sa responsabilité la coordination générale des cotraitants et la mise en cohérence de l'ensemble des prestations effectuées par le groupement ;
- Etablir les factures relatives au prix d'acquisition (cas d'un prix négatif) et celles relatives aux surcoûts liés aux impuretés éventuelles, et recevoir leurs paiements ;
- Recevoir les factures relatives au prix d'acquisition (cas d'un prix positif), et procéder à leurs paiements ;
- Transmettre à La Société Agréée après analyse et avis pour information, toutes autres communications (mémoires, réserves, réclamations, etc.) émanant d'un cotraitant ;
- Veiller au respect du Contrat par chaque cotraitant, et tout particulièrement des clauses dont le non-respect pourrait entraîner des conséquences sur la qualité des prestations, les délais et les coûts ;
- Faire remplacer, en accord avec La Société Agréée et dans les conditions du Contrat, un cotraitant défaillant ;
- Assumer les pénalités au nom du groupement.

Le mandataire devra participer à chaque réunion en présence du représentant de l'entreprise en charge des prestations du Contrat au moment de cette réunion, si cette entreprise n'est pas mandataire. A ce titre, le mandataire intégrera celui-ci à chacun des échanges avec La Société Agréée.

Agrément : arrêté du 27 décembre 2023 portant agrément d'un éco-organisme de la filière à responsabilité élargie du producteur d'emballages, d'imprimés papiers et de papiers à usage graphique dont les détenteurs finaux produisent des déchets ménagers et assimilés en application de l'article L. 541-10 du code de l'environnement modifié.

Connaissances propres : toute connaissance, informations, données, invention, tout moyen ou procédé technique, savoir-faire, brevet, recette, méthodologie, document, base de donnée... de toute nature et sur tout support, qu'ils soient ou non couverts par des droits de propriété industrielle ou intellectuelle, qu'une Partie possédait en propre antérieurement à la date d'effet du Contrat ou qu'elle aurait acquis en propre pendant l'exécution de celui-ci ou en dehors de l'exécution du Contrat et qu'elle mettra en œuvre dans le cadre du Contrat.

Contrat : Désigne le présent contrat ainsi que ses Annexes.

Flux : Désigne le flux développement et le monoflux plastiques rigides objet du Contrat.

Information(s) Confidentielle(s) : information, document, donnée, prix, fichier, savoir-faire, échantillons, échanges, sans que la présente liste puisse être considérée comme exhaustive, qui pourraient être révélés ou transmis par une Partie à l'autre Partie ou ses partenaires (sous-traitants, prestataires, partenaires commerciaux etc.) dans le cadre de l'exécution du Contrat, et ce quel que soit le support ou la forme utilisé pour cette transmission et qu'ils soient ou non identifiés comme confidentiels.

Ne sont en tout état de cause pas considérées comme Informations Confidentielles toutes les informations échangées entre les Parties en vue de et pour l'exécution du Contrat pour lesquelles l'une ou l'autre des Parties peut apporter la preuve de l'un ou plusieurs des cas listés ci-après :

- Elles sont tombées dans le domaine public préalablement à leur divulgation ou après celle-ci, mais dans ce cas, en l'absence de toute faute de sa part ;
- Elles lui sont déjà connues avant leur obtention en provenance de la Partie Emettrice ;
- Elles ont été reçues d'un tiers de manière licite et elles ne sont pas couvertes par une obligation de confidentialité ;
- Elles sont le résultat de travaux et/ou d'une élaboration et/ou d'un développement interne entrepris indépendamment de bonne foi par le personnel de la Partie Réceptrice n'ayant pas eu accès à ces Informations Confidentielles.

Partie(s) : désigne individuellement ou collectivement la Société Agréée et le Fournisseur de service.

Résultats : données, informations, méthodes, technologies, procédés, savoir-faire, schéma, plan, concept, design, Livrables, etc. relatifs aux Connaissances propres. Doivent être distingués les améliorations et compléments qu'une Partie pourrait apporter au cours de l'exécution du Contrat aux Connaissances propres (les « Résultats propres »), des Résultats auxquels ont contribué ensemble les Parties, et sur lesquelles elles détiennent chacune des droits de propriété, y compris intellectuelle (les « Résultats communs »).

Société Agréée : Désigne la société Citeo et sa filiale Adephe, agréées par l'État pour les filières des Emballages ménagers et des Papiers graphiques.

Article 1. Objet du contrat

1.1 Conditions de vente

Le présent contrat précise les conditions de cession en vue de recyclage des matières constitutives du Flux à compter du 1^{er} avril 2026.

1.2 Qualité des matières vendues

a) Désignation du Flux

Le Flux objet du Contrat, dont l'Acquéreur entend acquérir les matières constitutives, est la qualité FD20 telle que définie en annexe 1 (*Qualités du flux*).

b) Gestion des impuretés

Le taux d'impureté d'un lot est défini comme le rapport entre les tonnes d'impureté du lot et l'ensemble des tonnes du lot.

Le Flux peut contenir des impuretés au-delà de la limite indiquée en Annexe 1 (*Qualités des Flux*) pour le Flux, soit 10% pour le FD20.

L'Acquéreur, lorsqu'il souhaite évaluer le taux d'impuretés d'un lot, met en œuvre les procédures de contrôle de réception spécifiées à l'Article 1.5 (*Gestion des réceptions*).

Les impuretés excédant la limite contractuelle, sous réserve d'avoir été évaluées conformément aux procédures de réception spécifiées à l'Article 1.5 (*Gestion des réceptions*), donneront lieu aux actions suivantes, à l'exception de toute autre action et/ou sanction :

Taux d'impureté constaté du lot	Action
Taux d'impureté constaté > [...] %	Refus du lot + sommes à la charge de La Société Agréée : 1°/ Coût de transport retour ; 2°/ Somme forfaitaire au titre du chargement/déchargement du lot retourné : deux cents (200) euros HT.
Taux d'impureté constaté compris entre 15% et la limite indiquée ci-avant au titre du refus du lot concerné	Application d'un surcoût/d'une décote de prix (€ HT/t entrante) = [...] €/ tonne d'impureté constatée selon les procédures contractuelles dans le lot dépassant le seuil demandé pour la qualité) + en cas de prix d'acquisition positif, (taux d'impureté dépassant le seuil demandé pour la qualité) x (tonnage du lot) x (prix d'acquisition)
Taux d'impureté constaté compris entre 10% et 15 %	Signalement du dépassement de la limite contractuelle

Le surcoût/la décote de prix est forfaitaire et global/globale. Il/elle est réputé/réputée couvrir l'ensemble des charges afférentes à la gestion d'un lot présentant un taux d'impureté inscrit dans la fourchette de valeur précitée. Aucune autre indemnisation ne peut être réclamée par

l'Acquéreur à La Société Agréée, ni aucun autre ajustement de prix lié à la non-conformité ne peut lui être appliqué.

L'Acquéreur émet une facture/un avoir *ad hoc* s'agissant des surcoûts/des décotes, sous réserve de l'accord des Parties sur le taux d'impuretés, le cas échéant après application des stipulations de l'Article 1.5 (*Gestion des réceptions*). La facture est le cas échéant commune avec celle relative au prix d'acquisition (hypothèse du règlement par la Société Agréée au candidat dans le cas d'un prix négatif).

Sans préjudice du dispositif de gestion des non-conformités précité, les Parties peuvent convenir d'un commun accord, en cours de Contrat, de modalités particulières de gestion des indésirables dont la tolérance, telle qu'indiquée en Annexe 1 (*Qualité des Flux*), est inférieure à 0,5%, lorsque la composition des lots excède cette tolérance.

1.3 Quantité des matières livrées

a) Engagement annuel d'approvisionnement de La Société Agréée

La Société Agréée s'engage sur des approvisionnements annuels suivants à compter du 1^{er} avril 2026, avec une tolérance à la hausse et à la baisse de 10 % :

Flux [...]	
Année	Tonnes
[...]	[...]
[...]	[...]
[...]	[...]

L'approvisionnement se comprend comme la livraison à l'Acquéreur de tonnes conformes aux qualités visées à l'Article 1.2 (*Qualité des matières vendues*), pour une année complète. En cas d'année incomplète, soit que le contrat soit résilié en cours d'année, ou suspendu en application de l'Article 1.13 (*Responsabilité et assurance*), soit que le contrat est prorogé par périodes de six (6) mois dans les conditions fixées à l'Article 2.1 du Contrat, l'engagement d'approvisionnement de La Société Agréée est calculé *pro rata temporis*.

L'engagement susvisé pourra faire l'objet d'ajustements dans les conditions définies ci-après afin de tenir compte des contraintes de La Société Agréée telles que portées à la connaissance de l'Acquéreur en phase de l'Appel d'Offres et rappelées dans le préambule.

Les Parties conviennent d'un rendez-vous tenu à une date à fixer d'un commun accord au plus tard le 31 octobre de chaque année N afin de déterminer les tonnes prévisionnelles à livrer au cours de l'année N+1. Les Parties font leurs meilleurs efforts pour compenser les éventuelles tonnes déficitaires par rapport à l'engagement initial de La Société Agréée au titre de cette année N+1 via un approvisionnement auprès de tiers (les « tonnages tiers » ou « approvisionnements auprès de tiers » sont entendus comme les flux de déchets en mesure d'être traités sur le même process que celui du Flux objet du Contrat).

En cas d'approvisionnement par un tiers, l'Acquéreur devra fournir tous les justificatifs de nature à prouver les tonnages reçus. Afin de préserver le secret des affaires, les Parties conviennent que les justificatifs seront adressés à un commissaire au compte qui devra auditer les pièces et le cas échéant valider les tonnages annoncés par l'Acquéreur.

La non-atteinte de l'engagement de La Société Agréée compensée par des approvisionnements de tiers ne donnera pas lieu à une indemnisation de l'Acquéreur.

L'engagement de La Société Agréée, qui n'aurait pu être en tout ou partie compensé par un approvisionnement auprès de tiers, est corrigé par une indemnité au bénéfice de

l'Acquéreur calculée comme suit, par période annuelle, et tenant compte de la tolérance mentionnée *supra* :

[prix moyen d'acquisition constaté sur la période annuelle] € HT x (engagement annuel exprimé en tonnes x 90 % – tonnes effectivement livrées sur l'année, augmentées des éventuels approvisionnements auprès de tiers sur les mêmes années)

Les Parties font leurs meilleurs efforts pour s'accorder sur le montant de l'indemnité au titre de l'engagement des approvisionnements annuel d'une année N au plus tard le 31 janvier de l'année N+1. Une fois l'accord des Parties obtenu, l'Acquéreur procède à la facturation correspondante dans les conditions visées à l'Article 3.3 (*Paiement du prix d'acquisition*).

Dans le cas où les années suivant celle au titre de laquelle a été mis en œuvre le dispositif de compensation ci-avant, La Société Agréée aurait fourni un tonnage excédant ses engagements d'approvisionnement, les Parties corrigent le montant de la compensation versée à due concurrence des recettes issues de la vente des tonnes excédentaires. Il est fait application du prix moyen d'acquisition constaté sur la période annuelle durant laquelle l'excédent a été constaté.

La mise en œuvre des stipulations du présent a) est sans préjudice de l'application de l'Article 4 (*Réexamen du Contrat*) du Contrat dans les cas qu'il prévoit.

Il est enfin précisé que les manquements de La Société Agréée quant à ses engagements d'approvisionnement donnent lieu à une indemnisation déterminée par le dispositif financier de compensation précisé ci-avant, à l'exclusion de toute autre sanction/indemnisation, en particulier la résiliation pour manquement prévue à l'Article 2.3 (*Résiliation du Contrat pour faute*).

b) Engagement d'approvisionnement « au fil de l'eau »

L'engagement d'approvisionnement de La Société Agréée est assorti d'une obligation de régularité comme suit :

Flux [...]	
Quantité minimale	[...] t/ mois
Quantité souhaitée	[...] t/ mois
Quantité maximale	[...] t/mois

L'obligation de régularité ainsi exprimée est une obligation de moyens. Elle vaut pour un mois complet, avec application du calcul prorata visé au a) ci-avant en cas de mois incomplet.

La Société Agréée informe l'Acquéreur avant le 20 de chaque mois M du tonnage prévisionnel qu'elle envisage de lui [livrer/mettre à disposition] pendant le mois M+1. Cette information n'engage pas La Société Agréée. Les Parties reconnaissent que les engagements de La Société Agréée résultant du présent b) ne sont pas d'une nature telle qu'ils sont susceptibles de motiver une résiliation pour faute, telle que prévue à l'Article 2.3 (*Résiliation du Contrat pour faute*).

S'agissant de l'année 2026, les Parties aménagent d'un commun accord les valeurs visées dans le tableau ci-avant afin de tenir compte de la montée en charge des flux de déchets produits par les collectivités locales.

1.4 Conditions de livraison

a) Planning de livraison

Les Parties établiront un planning des livraisons dans le respect des conditions spécifiées à l'Article 1.3 (*Quantités des matières livrées*).

Si l'Acquéreur ne se charge pas du transport :es matières vendues seront livrées dans les conditions suivantes :

- DDP Incoterms 2010 installation de l'Acquéreur (livraisons en France métropolitaine ou intra-UE uniquement). L'Acquéreur se chargera du déchargement des déchets d'emballages qui sont issus des moyens de transport fournis par La Société Agréée.

Si l'Acquéreur se charge du transport :

- FCA Incoterms 2010 centre de tri partenaire de La Société Agréée situé en France métropolitaine (à préciser) ; La Société Agréée précisera à l'Acquéreur le centre de tri sur lequel il pourra récupérer les emballages triés mis à sa disposition. La Société Agréée veillera à ce qu'il s'agisse, dans la mesure du possible, du centre de tri le plus proche des installations de l'unité de régénération. La Société Agréée organisera, en outre, le chargement des déchets d'emballages sur les moyens de transport fournis par l'Acquéreur.

b) Transfert transfrontalier

1. Dans l'hypothèse où les matières devront être livrées en dehors de la France métropolitaine, l'Acquéreur se chargera de l'organisation du transfert dans les règles prescrites par le Règlement (UE) n°1013/2006, dans les conditions de faisabilité spécifiées en Annexe 2 (*Détail de la solution technique*) ainsi que dans le respect des conditions listées dans le **Référentiel export CITEO**.

A ce titre, l'Acquéreur agira, sauf convention contraire, comme « organisateur de transfert » au sens du Règlement (UE) n°1013/2006 et se conformera notamment aux obligations suivantes :

- Réalisera la notification du transfert aux autorités compétentes et le suivi de son exécution sur son compte GISTRID ;
- Fournira la garantie financière associée à la notification du transfert ;
- Fournira le document visé en Annexe VII du Règlement (UE) n°1013/2006, dûment prérempli, comportant l'ensemble des données exigées ;
- Sollicitera auprès de La Société Agréée l'habilitation aux fins l'organisation des transferts transfrontaliers des emballages triés acquis à donner par le centre de tri les ayant produits ;
- Établira ou fera établir le contrat de valorisation spécifié à l'article 18 du Règlement (UE) n°1013/2006 avec chaque installation de recyclage concernée ;
- Le cas échéant, s'assurera que le transporteur qu'il mandatera aux fins de l'enlèvement de déchets ou son ayant-droit éventuel (chauffeur, sous-traitant, etc.) :
 - o Possèdera à bord de son véhicule une autorisation de transport par route de déchets délivrée par une autorité administrative compétente (française ou européenne) en cours de validité ;
 - o Remettra une copie de l'autorisation de transport de déchets susvisée au centre de tri de La Société Agréée sur lequel s'effectuera le chargement des déchets triés constitutifs du Flux ;
 - o Signera et laissera au centre de tri une copie des documents d'accompagnement du transfert transfrontalier (Annexe VII/Annexe Ib) ;
- S'assurera que La Société Agréée ait le retour des documents d'accompagnement du transfert transfrontalier (Annexe VII/Annexe Ib) dûment renseignés par les installations de recyclage concernées dès la réception des emballages à recycler et après leur

recyclage effectif, étant précisé que ces informations pourront également être transmises sous forme de reportings mensuels ;

- Fournira les justificatifs démontrant que les déchets d'emballages achetés sont recyclés en priorité, et à défaut valorisés, selon les méthodes de gestion « écologiquement rationnelles » fixées par la décision des Parties à la Convention de Bâle n°UNEP/CHW.6/21 du 23 août 2002¹. L'Acquéreur justifie le recours à la valorisation, en lieu et place du recyclage, lorsque ce dernier n'a pu être mis en œuvre ;
- Validera dans GISTRID l'achèvement de la prestation de recyclage des tonnes transférées ;
- etc.

L'Acquéreur déclare, par ailleurs, être averti des travaux de révision en cours du Règlement (CE) n°1013/2006 et être en mesure d'anticiper les changements à venir dès leur entrée en vigueur.

2. Option ouverte sous réserve d'accord préalable de La Société Agréée, lorsque l'Acquéreur ne pourra pas agir comme « organisateur de transfert » (hypothèse d'acquisition par un recycleur/négociant étranger, ne disposant pas d'établissement en France) :

La qualité d'« organisateur de transfert » est exceptionnellement revêtue par La Société Agréée. Dans ce cas, l'Acquéreur fournira à l'organisateur de transfert désigné l'ensemble des documents et informations nécessaires pour mener à bonne fin le transfert et organisera notamment la signature du contrat de valorisation spécifié à l'article 18 du Règlement (CE) n°1013/2006 avec l'installation de recyclage destinataire des emballages à recycler.

Aucune livraison ne pourra être réalisée tant que les obligations induites par le caractère transfrontalier du transfert ne seront pas satisfaites par l'Acquéreur.

3. L'Acquéreur fournira à La Société Agréée – en temps utile et dans un format adéquat – les données nécessaires à La Société Agréée pour remplir les obligations découlant de l'article R. 541-44-1 du code de l'environnement et de son arrêté d'application (arrêté du 16 août 2021 NOR : TREP2124496A).

c) Report et difficultés de livraison

L'attention de l'Acquéreur est attirée sur le fait que le report d'une livraison programmée induit par son incapacité à satisfaire à ses obligations susvisées peut générer des frais de stockage des déchets triés constitutifs du Flux préparés pour livraison. L'Acquéreur informe La Société Agréée dès qu'il identifie un éventuel retard, afin de permettre aux Parties de déterminer les remèdes à y apporter. A défaut d'accord, les modalités ci-après s'appliquent.

En cas de report(s) de livraison imputable(s) à l'Acquéreur dépassant dix (10) jours ouvrés par rapport à la date initialement convenue pour la livraison, La Société Agréée pourra facturer à l'Acquéreur des frais de stockage à hauteur de cent (100) euros/tonne/mois. La facturation des frais de stockage est réalisée *pro rata temporis*.

La Société Agréée pourra également demander à l'Acquéreur de mettre en place une solution de stockage intermédiaire telle que prévue à l'Article 1.6 (*Continuité des réceptions*).

Par ailleurs, au-delà du délai de dix (10) jours précités, La Société Agréée pourra vendre les matières concernées à d'autres acheteurs.

Au-delà de cinq (5) reports de livraisons imputables à l'Acquéreur sur une période de trente (30) jours consécutifs, la sanction S4 visée à l'Article 1.13 c) (*Responsabilité et assurances/Sanctions*) est applicable.

¹ Lien vers la décision des Parties à la Convention UNEP/CHW.6/21: <http://www.basel.int/Portals/4/download.aspx?d=UNEP-CHW-WAST-GUID-PlasticWastes.French.pdf>

1.5 Gestion des réceptions

L'Acquéreur s'engage à réceptionner, au plus tard à compter du 1^{er} avril 2026, les tonnes du Flux livrées par La Société Agréée.

De sorte que La Société Agréée puisse disposer d'un maximum de liberté de planification des livraisons, l'Acquéreur met en œuvre des capacités de réception journalières au minimum égales aux prescriptions suivantes :

- La réception doit être possible l'ensemble des jours ouvrés ;
- Capacité journalière : 1,2 x tonnage max. visé à l'Article 1.3 b (*Quantité des matières livrées/Engagements d'approvisionnement « au fil de l'eau »*) / nombre de jours ouvrés du mois.

Ou un camion supplémentaire si le calcul précité n'excède pas la contenance d'un camion.

Toute livraison doit obligatoirement être précédée d'une prise de rendez-vous.

Les livraisons sont signalées à l'Acquéreur par La Société Agréée au moyen de l'outil mis à disposition par La Société Agréée à cet effet (plateforme électronique « LASER »).

L'Acquéreur garantit à la Société Agréée le respect des créneaux de livraison fixés avec une tolérance de 90 minutes par rapport à l'heure fixée. En cas de dépassement du créneau + 90 minutes entraînant pour la Société Agréée des surcoûts ou le règlement d'une indemnité, ou d'une pénalité à un tiers au Contrat, l'Acquéreur s'engage à indemniser la Société Agréée à due concurrence des montants allégués.

L'Acquéreur vérifie, si nécessaire, la conformité des matières livrées aux conditions de vente stipulées à l'Article 1.2 (*Qualité des matières vendues*) sur la base des procédures de contrôle de réception visées en Annexe 2 (*Détail de la solution de recyclage*).

L'Acquéreur doit fournir chaque semaine à la Société Agréée un fichier Excel comprenant l'ensemble des résultats des contrôles effectués sur la période précédente avec le détail des catégories précisées dans le tableau ci-dessous.

En cas de non-conformité constatée par l'Acquéreur, ce dernier doit la déclarer sur la plateforme LASER sous quarante-huit (48) heures ouvrées à compter de la réception de la livraison.

La déclaration de non-conformité est effectuée en transmettant un formulaire comprenant *a minima* les informations et catégories mentionnées au tableau suivant :

Catégories	Sous-catégories	Poids (kg)	%
Films et emballages souples plastiques	PE		
	PE format industriel		
	PP		
	Complexes (PE/PP/PET/PA, Aluminisés)		
	Filets		
Emballages rigides plastiques : bouteilles, flacons, pots et barquettes	PE / PP (tolérance 3% maximum)		
	Autres plastiques : PS / PET / PVC		
Refus	Films biodégradables		
	Alu / Acier		
	Fibreux : cartons, papiers, ELA		
	Imbriqués		
	Textiles		
	Autres matériaux : verre, autres objets		
	TOTAL		
	Refus		

La transmission du formulaire doit être accompagnée des photographies du lot, de la balle caractérisée avec son étiquette et des catégories identifiées.

Dans l'hypothèse où l'Acquéreur considère qu'un lot est affecté d'une non-conformité avec dépassement du seuil d'impureté tel que mentionné à l'Article 1.2b) Gestion des impuretés, mais qu'il entend renoncer à solliciter le retour du lot concerné, il doit conserver le lot isolé pendant au moins dix (10) jours ouvrés à compter de la date de déclaration de la non-conformité afin de permettre à la Collectivité et/ou à la Société Agréée de réaliser une contre caractérisation et de décider du sort à réserver au lot concerné.

Des contrôles de respect des procédures de contrôle de réception ainsi définies peuvent être organisés par La Société Agréée ou par un prestataire extérieur intervenant pour le compte de La Société Agréée. L'Acquéreur doit alors accepter de se soumettre aux contrôles notifiés ou inopinés réalisés par La Société Agréée ou par un prestataire extérieur intervenant pour le compte de La Société Agréée et de les laisser accéder à ses locaux, aux installations pertinentes et aux documents utiles à la vérification des données déclarées. Un délai de prévenance de minimum quarante-huit (48) heures ouvrées de la part de La Société Agréée et/ou ses prestataires sera respecté.

Une livraison peut être refusée ou faire l'objet de réserve en cas de non-satisfaction des matières livrées aux qualités spécifiées à l'Article 1.2 (*Qualité des matières vendues*), ou en cas de non-conformité dite logistique (cas d'un chargement dangereux ou d'une erreur sur la matière livrée). Un délai de cinq (5) jours ouvrés à compter de la réception est accordé à l'Acquéreur pour ce faire.

Toute expédition entrante acceptée est considérée comme conforme à la qualité achetée. Toute réserve / refus de livraison doit être justifiée / justifié sur la base des procédures de contrôle de réception visées en Annexe 2 (*Détail de la solution de recyclage*). En cas de signalement d'une réserve / d'un refus de réception, les actions visées à l'article 1.2 (*Qualité des matières vendues*) seront appliquées, le cas échéant après mise en œuvre de la procédure contradictoire visée à l'alinéa qui suit.

La Société Agréée se réserve toutefois le droit de faire contrôler par un tiers indépendant la réalité des causes de la réserve / du refus de réception signalées par l'Acquéreur préalablement à l'application desdites actions. La Société Agréée informe l'Acquéreur de sa décision de faire réaliser un tel contrôle dans les quarante-huit (48) heures qui suivent le signalement de la non-conformité alléguée. L'Acquéreur se charge, à ses frais, du stockage du lot concerné dans des conditions permettant de mener à bien le contrôle. Le contrôle est réalisé en présence des deux Parties, à la date convenue entre elles, sous cinq (5) jours ouvrés à compter de la décision de La Société Agréée quant au contrôle. Les actions visées à l'Article 1.2b (*Qualité des matières vendues*) sont arrêtées sur la base des conclusions du tiers indépendant, sans préjudice de la mise en œuvre des stipulations de l'Article 13. (*Loi applicable et clause attributive de compétence*) en cas de différend persistant.

1.6 Continuité des réceptions

L'Acquéreur propose à La Société Agréée, de manière préalable, une solution de stockage destinée à assurer la réception des matières chaque fois qu'il n'est pas en mesure de les réceptionner dans les conditions décrites à l'Article 1.5 (*Gestion des réceptions*). En cas de fermeture du Site (congé), l'Acquéreur doit proposer à La Société Agréée dans les mêmes conditions une solution permettant d'assurer la continuité des réceptions (compensation/reports sur les semaines précédentes ou suivantes, solution de stockage en cas de fermeture supérieure à une semaine calendaire). A ce titre, l'Acquéreur déclare savoir que les matières qui lui sont vendues ont le statut de « déchets » et doivent être stockées conformément aux normes applicables en matière de stockage de déchets.

L'Acquéreur se charge, y compris financièrement, du transport des déchets de la solution de stockage sur le site de recyclage.

Si la solution de stockage proposée ou mise en place par l'Acquéreur induit un préjudice pour La Société Agréée et/ou compromet le recyclage dans des conditions conformes au Contrat des déchets livrés, La Société Agréée peut décider d'orienter les flux vers une solution de stockage de son choix.

L'Acquéreur prend en charge le coût généré par le recours à la solution de stockage, y compris lorsqu'elle résulte d'une décision de La Société Agréée prise en application de l'alinéa qui précède.

En tout état de cause, la solution de stockage ne peut pas être activée pendant une durée supérieure à trois (3) mois. S'il s'avère que cette durée risque d'être dépassée, l'Acquéreur en informe La Société Agréée qui peut alors :

- Exiger de l'Acquéreur le paiement d'une indemnité de non-recyclage (« S1 ») spécifiée à l'Article **Erreur ! Source du renvoi introuvable.** c) (*Responsabilité et assurances/Sanctions*) pour les quantités qui devront rester en stock pendant plus de trois mois ;
- Résilier le contrat dans les conditions spécifiées à l'Article 2.3 (*Résiliation du Contrat pour faute*).

1.7 Recyclage

a) Volumes recyclés

L'Acquéreur s'engage à recycler l'ensemble des tonnages livrés par La Société Agréée et acceptés par l'Acquéreur dans les conditions visées à l'Article 1.2 (*Qualité des matières vendues*).

Les tonnages acceptés sont définis comme suit :

- tonnage dont le taux d'impureté est inférieur à la limite de 15 % visée à l'Article 1.2 (*Qualité des matières vendues*) §b (*Gestion des impuretés*) : les tonnages acceptés correspondent à 100 % du tonnage concerné ;
- tonnage dont le taux d'impureté est compris entre 15 et [...] % : les tonnages acceptés correspondent à 100% - [taux d'impureté – 10 %] * tonnage concerné ;

Les tonnes refusées sont définies comme celles faisant l'objet d'un refus du lot au sens de l'Article 1.2 b (*Qualité des matières vendues/Gestion des impuretés*).

Dans le cas où La Société Agréée mettrait à disposition de l'Acquéreur un tonnage supplémentaire par rapport à son engagement d'approvisionnement annuel visé à l'Article 1.3 (*Quantité des matières livrées*), paragraphe a (*Engagement annuel d'approvisionnement de La Société Agréée*), l'Acquéreur s'engage à recycler le tonnage supplémentaire jusqu'à 10 % de l'engagement d'approvisionnement annuel concerné.

Sans préjudice de l'engagement annuel de recyclage de l'Acquéreur, les Parties conviennent, à l'occasion du rendez-vous visé à l'Article 1.3 (*Quantité des matières livrées*), paragraphe a (*Engagement annuel d'approvisionnement de La Société Agréée*), de déterminer les capacités de recyclage disponibles prévisionnelles de l'Acquéreur durant l'année N+1, dans le cas où les tonnes prévisionnelles de La Société Agréée excèderaient la limite mentionnée à l'alinéa précédent.

b) Conditions de recyclage

L'Acquéreur exécute le recyclage dans les conditions visées au présent article, le cas échéant précisées en Annexe 2 (*Détail de la solution de recyclage*).

Les matières livrées conformément aux stipulations contractuelles doivent être recyclées dans les trois (3) mois suivant leur réception sur les installations de recyclage.

Les sites sur lesquels peuvent être recyclés les déchets constitutifs du Flux sont les suivants :

Désignation du site	Adresse	Autre information utile
[...]	[...]	[...]

En cas de défauts de fonctionnement des installations visées ci-avant, l'Acquéreur peut proposer un nouveau site pour recycler les déchets. La validation du changement de site est soumise à l'autorisation de La Société Agréée qui demeure libre de refuser. En cas de refus de La Société Agréée, la résiliation du Contrat sera prononcée dans les conditions fixées à l'Article 2.3.

c) Coopération des Parties en vue de l'amélioration des performances de la filière REP EM

Les Parties déclarent avoir pleinement connaissance des objectifs de recyclage imposés aux sociétés agréées par le Cahier des Charges REP EM et concourent à l'atteinte de ces objectifs.

Elles s'engagent en conséquence, tout au long de l'exécution du Contrat, sur le principe d'une coopération visant l'amélioration des performances de la filière REP EM en général et du recyclage opéré dans le cadre du Contrat en particulier notamment au travers de l'organisation d'un groupe de travail ad hoc, de visites ou encore de tests dans les installations de l'Acquéreur telles que visées en Annexe 2 (*Engagements techniques essentiels*). Les Parties s'accordent en tant que de besoin sur les modalités de leur coopération à ces fins, sans autres suppléments de rémunération de l'une ou l'autre des Parties.

1.8 Transport [si option transport activée]

L'Acquéreur assure, sous sa responsabilité, le transport des déchets du lieu de prise en charge mentionné par La Société Agréée jusqu'à son site de réception du démarrage du Contrat jusqu'au 31 décembre 2026.

L'Acquéreur souscrit l'ensemble des assurances nécessaires à l'exécution de cette prestation.

1.9 Reporting

La Société Agréée doit s'assurer du suivi de la traçabilité de l'ensemble des tonnages qui lui sont confiés.

a) Traçabilité des réceptions

Pour chaque réception du Flux en provenance d'un centre de tri, l'Acquéreur fournit à La Société Agréée, au plus tard cinq (5) jours ouvrés après la réception, le ticket de pesée correspondant. L'Acquéreur utilise le cas échéant pour ce faire la plateforme électronique mise à disposition par La Société Agréée (plateforme « LASER » à la date de conclusion du Contrat).

La Société Agréée valide sous cinq (5) jours ouvrés à compter de leur notification les documents fournis par l'Acquéreur.

b) Certificat de recyclage

L'Acquéreur notifie le 10 de chaque mois M à La Société Agréée un certificat de recyclage récapitulant les tonnes recyclées sur le mois M-1. Sous réserve des développements de la plateforme électronique mise à disposition, il utilise cette dernière pour procéder à la notification du certificat de recyclage. Le modèle de certificat de recyclage sera conforme à celui mis à disposition par La Société Agréée à l'Acquéreur.

c) Déclaration des stocks

L'Acquéreur transmet le 10 du premier mois de chaque mois à La Société Agréée un bilan des stocks de chaque matière dont il dispose, à la date du dernier jour du mois précédent, sur son site.

d) Bilan annuel de performance

L'Acquéreur transmet au 1^{er} mars de chaque année N+1 un bilan annuel de performance comprenant pour l'année N :

- Un bilan des tonnes :
 - Réceptionnées ;
 - Refusées avec les motifs des refus ;
 - Recyclées ;
- Un bilan environnemental (bilan carbone, consommation énergétique, impact environnemental de l'installation, ...) ;
- Un bilan du respect des engagements prévus à l'Annexe 2.1, en ce incluant l'engagement d'insertion par l'activité économique ;
- Le rendement global de recyclage de l'installation concernant les tonnes livrées par La Société Agréée (co-produit, sous-produit, ...).

Le détail du contenu du bilan annuel est détaillé en annexe (Annexe X).

e) Sanctions

En cas d'absence de notification des tickets de pesée et certificats de recyclage pendant un délai supérieur à deux (2) mois, les emballages seront considérés comme n'ayant pas été recyclés. La Société Agréée pourra alors exiger de l'Acquéreur le paiement d'une pénalité de non-recyclage spécifiée à l'Article 1.13 c) (*Responsabilité et assurances/Sanctions*).

Si le nombre des livraisons considérées comme n'ayant pas été recyclées atteint deux (2) au cours du même mois ou douze (12) sur une année glissante, le contrat pourra par ailleurs être résilié par La Société Agréée dans les conditions spécifiées à l'Article 2.3 (*Résiliation du Contrat pour faute*).

1.10 Insertion par l'activité professionnelle

L'Acquéreur s'engage à avoir recours à l'emploi de personnes bénéficiant du dispositif d'insertion par l'activité économique prévu à l'article L. 5132-1 du code du travail (ou équivalent en cas d'employeur de nationalité étrangère).

L'Acquéreur réserve, dans l'exécution du Contrat, un équivalent de [à remplir] % d'ETP de travail d'insertion par l'activité professionnelle par année civile, le cas échéant, réparti comme suit :

- Année 2026 :
- Année 2027 :
- etc

L'engagement est apprécié au regard des effectifs propres de l'Acquéreur, déployés sur les sites de recyclages identifiés dans le Tableau supra Article 1.7 à l'exclusion de ses sous-traitants, prestataires ou fournisseurs.

Afin de contrôler le respect de cet engagement, l'Acquéreur doit communiquer au plus tard un (1) mois après l'échéance de chaque année civile d'exécution du Contrat un rapport détaillant les mesures d'insertion mises en place ainsi que le pourcentage d'ETP en insertion sur le site de recyclage concerné au regard du nombre d'ETP total du site, sur l'année écoulée.

La Société Agréée se réserve la possibilité de contrôler le respect de cet engagement dans le cadre de l'Article 1.11 du Contrat.

En cas de manquement à son engagement, l'Acquéreur s'expose à l'application de la pénalité S5 prévue à l'Article 1.13c) du Contrat.

1.11 Contrôle

La Société Agréée est autorisée à procéder à tout audit sur pièce et sur place afin de s'assurer de la parfaite exécution du Contrat par l'Acquéreur, au maximum une (1) fois par année civile.

La Société Agréée est également autorisée à procéder à tout contrôle ponctuel sur pièce et sur place afin de s'assurer de la parfaite exécution d'un nombre limité d'obligations par l'Acquéreur, au maximum trois (3) fois par année civile.

La Société Agréée avertit l'Acquéreur cinq (5) jours ouvrés à l'avance afin que ce dernier s'organise pour que le contrôle ne perturbe pas l'exploitation. En cas d'urgence, au retard notamment du risque de compromission de l'audit, le délai de prévention est réduit à vingt-quatre (24) heures. La Société Agréée peut mandater un tiers pour réaliser les audits.

Un report de l'audit à la date souhaitée par La Société Agréée peut être proposé par l'Acquéreur pour une raison légitime (perturbation avérée de l'exploitation, empêchement matériel à la réalisation de l'audit, ...). Le report de l'audit ne pourra excéder un délai maximal d'un mois, et interviendra dans les conditions de préavis visées à l'alinéa précédent, sans nouveau report possible.

L'Acquéreur collabore pleinement aux audits effectués en application des alinéas qui précèdent (accès au site, transmission de justificatifs, ...).

Si l'Acquéreur n'est pas le recycleur, il veille à ce que ce dernier accepte d'être audité dans les mêmes conditions et aux mêmes fins.

Si nécessaire, pour satisfaire aux obligations qui découlent du droit de la concurrence, ou respecter le secret industriel et commercial, l'accès aux informations est accordé après traitement par un tiers tel qu'un commissaire aux comptes. Le coût associé est pris en charge, pour moitié, par chacune des Parties.

1.12 Règlementation applicable

L'Acquéreur déclare avoir une parfaite connaissance de la réglementation en lien avec l'exécution du contrat de manière générale, et plus particulièrement en matière de santé, de sécurité, de protection de l'environnement, de traitement et de transport de déchets (dont transferts transfrontaliers des déchets), etc. L'Acquéreur déclare notamment savoir que les matières qu'il achète ont le statut de « déchets » et doivent être gérées conformément aux règles applicables aux déchets. Il déclare également connaître les obligations qui lui incombent en sa qualité d'« organisateur de transfert », au sens de l'article 1.4 (*Conditions de livraison*), et/ou en sa qualité de [« négociant de déchets » / d'« installation de valorisation de déchets »].

L'Acquéreur déclare, à ce titre, disposer de l'ensemble des autorisations nécessaires et respecter la législation et réglementation en vigueur.

Toute activité illicite menée par l'Acquéreur ou tout manquement de ce dernier à la législation ou réglementation constitue comme une faute « grave » pouvant entraîner la résiliation du contrat dans les conditions spécifiées à l'article 2.3 (*Résiliation du Contrat pour faute*), sans préjudice des dommages et intérêts dus à La Société Agréée au titre des préjudices subis par cette dernière, notamment au titre des préjudices d'image et de réputation.

L'Acquéreur informe, en tout état de cause, La Société Agréée de toute procédure de contrôle diligentée par les autorités compétentes en relation avec les transactions réalisées sur la base du présent Contrat dont il fait l'objet ou aurait autrement connaissance.

1.13 Responsabilité civile et assurance

a) Généralités

L'Acquéreur déclare avoir une parfaite connaissance des risques en lien avec l'exécution du Contrat et être convenablement assuré pour l'ensemble des conséquences pécuniaires de sa responsabilité civile et/ou professionnelle en découlant.

L'Acquéreur répond, en tout état de cause, de tout dommage aux biens, aux personnes ou à l'environnement causé par son personnel, ses sous-traitants ou prestataires, et relève et garantit La Société Agréée contre tous recours, réclamation ou poursuite qui pourraient être exercés à

son encontre à ce titre. L'Acquéreur souscrit à cette fin et maintient, pendant toute la durée du Contrat, les polices d'assurance Responsabilité Civile Exploitation, Professionnelle et Atteinte à l'Environnement, tant délictuelles que contractuelles, auprès d'une compagnie d'assurance notoire.

L'Acquéreur justifie de la satisfaction à ces obligations en remettant à La Société Agréée des copies des certificats d'assurance au plus tard à la date de conclusion du Contrat et, par la suite, le 15 janvier de chaque année civile.

b) Pénalités

Sauf exception ci-après, les pénalités sont dues de plein droit sans qu'il soit nécessaire de procéder à une mise en demeure à compter :

- Du lendemain du jour où le délai contractuel d'exécution des prestations concernées est expiré ;
- Ou, du constat du manquement de l'Acquéreur à l'obligation contractuelle donnant lieu à pénalité.

Les pénalités du Contrat sont indépendantes et cumulatives. Elles ne sont pas libératoires, l'application des pénalités prévues au Contrat ne préjugant aucunement des éventuelles actions en responsabilité que la Société Agréée se réserve le droit d'introduire à l'encontre de l'Acquéreur, le cas échéant.

L'application de pénalités n'exonère pas l'Acquéreur de l'accomplissement de ses prestations au titre du présent Contrat.

Les pénalités sont payées par l'Acquéreur sur la base d'une facture émise par la Société Agréée contenant en annexe le détail du calcul des pénalités émise par la Société Agréée. Le délai de règlement de la facture par l'Acquéreur est de 45 jours fin de mois date de facture.

Toutes les pénalités mentionnées sont en euros ; elles s'entendent sans TVA.

c) Sanctions

Sans préjudice de l'Article 2.3 (*Résiliation pour faute*), les sanctions suivantes peuvent être appliquées dans les cas de manquements visés dans le tableau ci-après.

N°	Manquement	Sanctions
S1	Défaut de recyclage d'un lot dans le délai applicable (cf. art. 1.7 – Recyclage, b)), étant entendu que le recyclage doit intervenir conformément aux stipulations du Contrat	<p>1°/ 0 à 500 tonnes non-recyclées : La Société Agréée peut appliquer une pénalité correspondant à la sanction la plus forte entre cinquante (50) euros / tonne non-recyclée / mois de retard ou 50% du prix d'acquisition dans le cas d'un prix d'acquisition négatif supérieur à 100 €.</p> <p>2°/ au-delà de 500 tonnes non-recyclées : en sus de la pénalité visée au 1°, La Société Agréée peut décider de suspendre son obligation d'approvisionnement.</p> <p>L'Acquéreur présente sans délai à La Société Agréée un plan de résorption des tonnes non-recyclées en-deçà de ce seuil sous deux (2) mois maximum. La suspension de l'obligation d'approvisionnement de La Société Agréée est levée dès que la résorption a été menée à bien, après que l'Acquéreur en a informé La Société Agréée.</p> <p>3°/ En cas de retard de recyclage de plus de trois (3) mois, ou de non-résorption</p>

		dans le délai de deux (2) mois précité : La Société Agréée peut décider d'une résiliation pour faute (art. 2.3 – Résiliation pour faute).
S2	<p>Défaut d'atteinte de la performance du rendement recyclage calculé sur une année, par rapport à l'objectif contractuel de [...] %</p> <p>. Les modalités de calcul des rendements sont précisées en Annexe 2.1 (<i>Engagements techniques essentiels</i>).</p>	<p>1°/ En cas d'écart entre l'objectif contractuel et le rendement constaté au cours d'une année, une pénalité calculée selon la formule suivante sera appliquée : $[(\text{Objectif contractuel de performance de rendement} \times \text{tonnages recyclés} / \text{rendement actuel}) - \text{tonnes recyclées}] \times [200 \text{ €/t}] \times 100$</p> <p>2/ En sus de la pénalité, La Société Agréée peut décider de suspendre son obligation d'approvisionnement.</p> <p>L'Acquéreur présente sans délai à La Société Agréée un plan de remédiation des tonnes non-recyclées en-deçà de ce seuil durant l'année N+1.</p> <p>La Société Agréée peut décider de lever la suspension de son obligation dans le cas où le plan de remédiation apparaît raisonnablement pouvoir être mis en œuvre avec succès, le cas échéant après une période d'observation.</p> <p>Lorsque la durée de suspension excède deux (2) mois, le Contrat peut être résilié pour faute (art. 2.3 – Résiliation pour faute).</p> <p>3/ En tout état de cause, en cas d'écart supérieur à 5 % sur la moyenne de l'année écoulée, ou sur une période consécutive de plus de six (6) mois, le Contrat peut être résilié pour faute (art. 2.3 – Résiliation pour faute).</p>
S3	Refus opposé à un audit ou contrôle, sous réserve du respect par La Société Agréée des stipulations de l'Article 1.11 (<i>Contrôle</i>)	<p>1°/ La Société Agréée peut appliquer une pénalité de trois cents (300) euros / jour à compter de la date à laquelle l'audit ou le contrôle avait été prévu, dans la limite d'un mois.</p> <p>2°/ Au-delà d'un (1) mois : en sus de la pénalité visée au 1°, La Société Agréée peut décider de suspendre son obligation d'approvisionnement.</p> <p>3°/ Au-delà de (2) mois précité : La Société Agréée peut décider d'une résiliation pour faute (art. 2.3 – Résiliation pour faute).</p>
S4	Ecart par rapport à un ou plusieurs des engagements essentiels visés en Annexe 2.1 (<i>Engagements techniques essentiels</i>), autres que ceux particulièrement traités plus haut dans le présent tableau	La Société Agréée peut décider de suspendre son obligation d'approvisionnement. La décision intervient après mise en demeure restée infructueuse dans un délai de quinze (15) jours, qui peut être réduit par La Société Agréée en cas d'urgence.

		<p>L'Acquéreur présente sans délai à La Société Agréée un plan de remédiation de l'écart ayant motivé la suspension.</p> <p>La Société Agréée peut décider de lever la suspension de son obligation dans le cas où le plan de remédiation apparaît raisonnablement pouvoir être mis en œuvre avec succès, le cas échéant après une période d'observation.</p> <p>Le Contrat peut être résilié pour faute (art. 2.3 – Résiliation pour faute) lorsque la durée de la suspension excède deux (2) mois ou en cas de manquement grave ou répété à un Engagements techniques essentiels (Annexe 2.1).</p>
S5	Ecart par rapport à l'engagement en volume horaire d'insertion professionnelle tel que précisé à l'Article 1.10 du Contrat.	<p>Avant d'appliquer la pénalité, la Société Agréée invite l'Acquéreur, dans un délai de quinze (15) jours ouvrés, à apporter les éventuels éléments de justification expliquant le non-respect de l'engagement contractuel. La Société Agréée applique la pénalité si les éléments fournis ne sont pas exonérateurs de la responsabilité de l'Acquéreur.</p> <p>Le non-respect de l'engagement d'insertion sera sanctionné par l'application d'une pénalité égale à :</p> $P = (H_0 - H_n) \times 2 \times \text{SMIC horaire brut}$ <p>P : pénalités applicables H₀ : nombre d'heures sur lequel l'Acquéreur s'est engagé H_n : nombre d'heures réalisées SMIC Horaire : à la date de démarrage du Contrat.</p>
S6	Retard dans la transmission des documents prévus au Contrat	<p>A défaut de production dans les délais contractuels d'un des documents prévus par le Contrat, et à l'issue d'une mise en demeure demeurée sans suite dans les délais prescrits, l'Acquéreur se verra infliger une pénalité forfaitaire égale à deux cents (200) € par jour de retard et par document. Cette pénalité s'applique également lorsque le document transmis s'avère incomplet par rapport aux exigences du Contrat.</p>

Il est précisé que la suspension décidée conformément au présent article est sans faute pour La Société Agréée. En cas de suspension, les engagements d'approvisionnement visés à l'Article 1.3 (*Quantité des matières livrées*) sont réduits au prorata de la durée de la suspension. La Société Agréée est libre de céder les tonnes concernées, en vue de leur recyclage, à un autre

acquéreur. Les surcoûts exposés par La Société Agréée à cette occasion (transport, stockage, recyclage, ...), par rapport aux coûts qui auraient résulté de l'application du Contrat, sont à la charge de l'Acquéreur.

Les manquements qui ne font pas l'objet d'un régime spécifique de sanctions sont réglés selon les règles générales applicables à la responsabilité contractuelle.

d) Limite globale de responsabilité

La responsabilité globale de l'une des Parties à l'égard de l'autre Partie au titre du présent Contrat ne pourra excéder un montant égal à [500 000 euros + (100 euros x engagement annuel d'approvisionnement)] ([...]) euros.

Par exception, la limitation qui précède ne limite pas la responsabilité de chaque Partie dans les seuls cas suivants :

- (i) en cas de fraude, faute lourde ou dol de la Partie dont la responsabilité est recherchée et tout cas dans lequel une limitation de responsabilité est interdite par la loi ; et/ou
- (ii) en cas d'abandon de l'exécution du Contrat par l'une ou l'autre Partie, i.e. une interruption fautive de l'exécution du Contrat de façon définitive ou pour une période telle qu'il est raisonnable de penser que cette interruption est définitive ; et/ou
- (iii) en cas de recours d'un tiers.

La limite globale de responsabilité s'entend hors pénalités.

Article 2. Durée du contrat

2.1 Durée du contrat

Le Contrat entre en vigueur à compter de sa date de signature. Il est conclu pour une durée de trois (3) ans et trois (3) mois ferme à compter du 1^{er} avril 2026, soit un terme au 30 juin 2029.

Le Contrat peut être prorogé par décision expresse de la Société Agréée par période de six (6) mois, dans la limite de six (6) prorogations, et en tout état de cause dans la limite du 30 juin 2032.

Les livraisons à l'Acquéreur prennent fin au plus tard six (6) mois avant l'arrivée du terme initial ou prorogé du Contrat, soit aux dates suivantes :

	Date butoir de livraison	Terme contractuel
Durée initiale	31 décembre 2028	30 juin 2029
Prorogation n°1	30 juin 2029	31 décembre 2029
Prorogation n°2	31 décembre 2029	30 juin 2030
Prorogation n°3	30 juin 2030	31 décembre 2030
Prorogation n°4	31 décembre 2030	30 juin 2031
Prorogation n°5	30 juin 2031	31 décembre 2031
Prorogation n°6	31 décembre 2031	30 juin 2032

La Société Agréée doit informer l'Acquéreur de sa décision de proroger la durée du Contrat a minima six (6) mois avant l'échéance du Contrat, le cas échéant prorogé.

Les Parties conviennent que la période de fin de Contrat détaillée à l'Article 2.4 fait partie intégrante de la durée contractuelle prévue au présent Article.

2.2 Résiliation du Contrat sans faute

Le Contrat peut être résilié unilatéralement par La Société Agréée et/ou l'Acquéreur dans les cas et modalités suivants.

a) Perte d'agrément de La Société Agréée :

En cas de perte de l'agrément de La Société Agréée, y compris non-renouvellement, à défaut de reprise du Contrat telle que prévue à l'article 8.3 (*Reprise du Contrat en cas de fin d'agrément de La Société Agréée*), La Société Agréée peut résilier unilatéralement le Contrat.

Les Parties conviennent que le défaut d'exécution du Contrat par La Société Agréée postérieurement à la date effective de perte d'agrément ne constitue pas un manquement de La Société Agréée.

La Société Agréée notifie à l'Acquéreur sa décision de résiliation dès que possible. La date de la résiliation effective ne peut intervenir avant la date de la perte effective d'agrément.

La résiliation pour ce motif ne donne pas lieu à une indemnisation.

b) Désaccord persistant sur le réexamen du Contrat

En cas de désaccord persistant des Parties sur le réexamen du Contrat, au sens et dans les cas de l'article 4 (*Réexamen du Contrat*) du Contrat, sans préjudice des stipulations de l'article 2.3 (Résiliation du Contrat pour faute), chaque Partie peut décider de résilier le Contrat, sous réserve du respect d'un préavis de dix (10) mois, sauf meilleur accord des Parties.

Les Parties conviennent que la résiliation, décidée dans ce cas visé, compte tenu des caractéristiques de ce dernier, ne donnera lieu, entre elles, compte tenu du délai de préavis de dix (10) mois, à aucune indemnisation.

2.3 Résiliation du Contrat pour faute

Le Contrat peut être résilié par l'une ou l'autre des Parties en cas de manquement grave et/ou répété de l'autre Partie à ses engagements dans les conditions stipulées par le présent Contrat.

S'agissant de l'Acquéreur, seront notamment constitutifs de tels manquements :

- la rupture de continuité des réceptions, par rapport aux obligations fixées à l'article 1.6 (*Continuité des réceptions*).
- le non-respect des engagements de *Reporting* dans les conditions fixées à l'Article 1.9.
- le manquement à la législation ou réglementation dans les conditions fixées à l'Article 1.12.
- les manquements visés dans le tableau à l'Article 1.13 (*Responsabilité et assurance*), paragraphe c) (*Sanctions*).
- la cession du Contrat sans respecter les prescriptions de l'Article 8.1.
- le non-respect de ses obligations fiscales et/ou sociales telles que prescrites à l'Article 14.

Dans un cas de manquement grave et/ou répété, la Partie qui allègue le manquement notifie à la Partie qu'elle estime défaillante, par lettre recommandée avec accusé de réception, une mise en demeure de remédier à sa défaillance, en indiquant l'intention de faire appliquer, à défaut, la présente clause de résiliation. La résiliation intervient, au plus tôt, un (1) mois après la notification d'une mise en demeure non suivie d'effet.

La résiliation prononcée dans cette hypothèse est sans préjudice de l'indemnisation que la Partie qui allègue le manquement pourra réclamer à la Partie qu'elle estime défaillante à hauteur du préjudice que sa faute et la résiliation consécutive lui causent effectivement, dans la limite globale fixée à l'Article 1.13 (*Responsabilité civile et assurances*).

2.4 Fin du Contrat

Six (6) mois avant l'arrivée du terme du Contrat, le cas échéant prorogé, la Société Agréée arrête les livraisons auprès de l'Acquéreur (« Date butoir de livraisons »).

L'Acquéreur dispose d'un délai maximum de cinq (5) mois pour achever le recyclage des tonnages livrés dans le cadre du Contrat, et satisfaire l'ensemble de ses obligations contractuelles.

Au terme de ce délai de cinq (5) mois, les Parties établissent le solde du Contrat. La clôture financière du Contrat doit être effectuée dans le délai maximum d'un (1) mois à compter du terme du délai de cinq (5) mois précité.

Les Parties procèdent au règlement du solde du Contrat dans le délai de quarante-cinq (45) jours fin de mois, date de facture, prévu à l'Article 3.3.

En tout état de cause, à l'issue du Contrat, pour quelle cause que ce soit :

- toutes les sommes dues entre les Parties en application de l'Article 3 (*Prix*) deviennent exigibles de plein droit ;
- les Parties retrouvent le plein exercice de leur liberté professionnelle à la condition de ne pas user, à des fins de concurrence déloyale, des connaissances et des relations acquises du fait de l'exécution du Contrat.

Sous réserve des obligations légales applicables, et à moins qu'elles ne relèvent du domaine public, chaque Partie assure la confidentialité des informations reçues ou obtenues pendant la conclusion ou l'exécution du Contrat tout au long de la durée de vie du Contrat et au moins pendant cinq (5) ans à compter de la cessation des relations contractuelles des Parties.

Article 3. Prix

3.1 Prix d'acquisition

L'acquisition des tonnes du Flux, sous réserve de leur traitement dans des conditions conformes aux stipulations du présent Contrat, intervient en contrepartie du versement d'un prix d'acquisition P_a :

[...] €/t livrée (date de valeur juillet 2025)

L'évolution des prix de revente des matières à obtenir à l'issue du recyclage peut donner lieu à la variation du prix d'acquisition dans les conditions prévues aux art. 3.2 (*Partage des recettes de vente des matières recyclées*) et art. 4.1 (*Cas et conditions de réexamen du Contrat*) ci-après.

L'évolution des coûts de recyclage de déchets ne peut donner lieu à aucune variation du prix d'acquisition, à l'exception des cas stipulés à l'article 4.1 (*Cas et conditions de réexamen du Contrat*).

3.2 Partage des recettes de vente des matières recyclées

L'Acquéreur est libre de fixer les prix de revente des matières issues du recyclage. Les Parties conviennent toutefois d'inclure l'évolution des prix de revente des matières issues du recyclage dans le calcul des prix d'acquisition des déchets servant à les obtenir dans les conditions ci-après.

[Si applicable] Le prix d'acquisition est indexé mensuellement afin de tenir compte de l'évolution du cours :

- de la qualité des déchets concernés ;
- des matières vierges composant la qualité de déchets concernés, à raison de leurs proportions respectives ;
- des matières issues du recyclage, à proportion des quantités définies dans les objectifs repris en Annexe 2 (*Détail de la solution de recyclage*).

L'indexation intervient automatiquement en application de la formule suivante :

[à compléter]

Où :

- P_{a_m} est le prix d'acquisition applicable aux tonnes livrées au cours du mois m ;
- [...]

Flux	Index	Base et description
FD20	[...]	[...]

Dans le cas où la définition et la contexture d'un ou de plusieurs indices des formules de révision (i) venaient à être modifiées, (ii) cessaient d'être publiées ou (iii) cessaient d'être pertinentes eu égard à leur objet (ex. : inadéquation avec les prix du marché, publication d'un nouvel indice portant sur la matière recyclée, ...), il est fait application des modalités suivantes :

- si l'indice utilisé est substitué par son éditeur par un nouvel indice, cette substitution et sa date d'application font l'objet d'une prise d'acte par simple courrier, à l'initiative de l'une ou l'autre des Parties ;
- dans tout autre cas, les Parties s'efforcent de trouver un indice, un niveau d'indice pertinent ou une nouvelle formule de révision pertinente. La substitution et ses modalités d'application font l'objet d'un avenant au présent Contrat, convenu dans le cadre prévu à l'article 4 (*Réexamen du Contrat*) ci-après.

Si l'une des Parties enclenche la procédure de réexamen au motif que le prix indexé en application de la formule d'indexation visée au présent Article 3.2 (*Partage des recettes de vente des matières recyclées*) n'est plus représentatif du prix de marché de la matière issue du recyclage, elle y joint tout justificatif de l'existence d'un décalage entre le prix du contrat et le prix du marché tels que les factures d'achat ou de vente de la matière recyclée de même qualité, dans la même zone géographique, reçues ou émises au cours des mois précédant la notification de la procédure de révision, ou tout autre élément probant similaire.

Il est souligné que, du fait de la structuration du prix de l'acquisition, l'application de la formule d'indexation peut faire varier le prix d'acquisition de part et d'autre (prix d'acquisition positif ou négatif) dont le versement se fera dans les conditions prévues au 3.3 (*Païement du prix d'acquisition*).

3.3 Païement du prix d'acquisition

Suivant que le prix d'acquisition soit positif pour La Société Agréée (païement dû par l'Acquéreur) ou négatif pour La Société Agréée (païement dû par La Société Agréée), les factures de vente seront émises par La Société Agréée ou par l'Acquéreur, sur la base du décompte établi par La Société Agréée.

Les factures seront émises sur une base mensuelle, conformément aux dispositions de l'article L.441-9 du code de commerce.

Les factures seront adressées à la Partie concernée sous format électronique, dès leur émission.

S'agissant des factures de l'Acquéreur, ce dernier transmet toute facture à La Société Agréée dès son émission à l'adresse : comptabilite.fournisseurs@la Société Agréée.com.

S'agissant des factures de La Société Agréée, cette dernière transmet toute facture à l'Acquéreur dès émission à l'adresse : [...].

Les factures tiennent compte uniquement des tonnages dont les documents de traçabilité spécifiés à l'Article 1.9 a) (*Traçabilité des réceptions*) auront été fournis et validés par La Société Agréée. L'Acquéreur a jusqu'au 4 du mois n+1 pour fournir les documents de traçabilité des réceptions qui apparaissent dans la facturation du mois n. La facture devra être obligatoirement accompagnée de l'état de suivi mensuel des enlèvements validés par les Parties, que La Société Agréée aura préalablement envoyé à l'Acquéreur, ou par tout autre moyen que La Société Agréée jugera opportun.

Les factures sont payables par la Partie concernée dans les quarante-cinq (45) jours fin de mois date de facture, sous réserve de validation par La Société Agréée du décompte de l'Acquéreur ayant servi à leur édition. La vérification des montants facturés interviendra dans les quinze (15) jours suivant la transmission du décompte, complété, si besoin, sur demande, par des justificatifs correspondants.

Tout retard de paiement, total ou partiel, des factures à leur date d'échéance entraînera de plein droit et sans mise en demeure préalable l'application de pénalités de retard exigibles le jour suivant la date limite de règlement figurant sur la facture, conformément à l'article L. 441-10 du code de commerce. Le taux d'intérêt des pénalités sera égal à trois (3) fois le taux d'intérêt légal en vigueur au jour de l'échéance de la facture non payée. En plus de ces pénalités, une indemnité forfaitaire d'un montant de quarante (40) euros pour frais de recouvrement sera exigible.

Article 4. Réexamen du Contrat

4.1 Cas et conditions de réexamen du Contrat

Pour tenir compte de l'évolution des conditions juridiques, économiques et techniques d'exécution du Contrat, les Parties conviennent que les termes de ce dernier pourront être réexaminés, à stricte et due concurrence des impacts résultant des évolutions constatées, sauf meilleur accord de leur part, dans les cas suivants :

1°/ En cas de baisse, en moyenne sur une année glissante, de plus de trente (30) % de [indice visé à l'article 3.2 (Partage des recettes de vente des matières recyclées)] par rapport à sa valeur en date du [...], soit [...];

2°/ Si la définition et la contexture d'un ou de plusieurs indices des formules d'indexation venaient à être modifiées, si elles cessaient d'être publiées ou d'être pertinentes eu égard à leur objet. Ce cas couvre notamment le cas du décrochage entre l'évolution de l'indice représentatif de la valeur de la matière et celle du prix de revente effectivement pratiquée par l'Acquéreur ;

3°/ En cas de hausse ou de baisse des parts de marchés de La Société Agréée sur le Flux objet du présent Contrat, exprimées en tonnes, « *amont* » et/ou « *aval* » au sens du Cahier des Charges REP EM, de plus de quinze (15) % depuis la date de conclusion du Contrat, ou de son dernier réexamen ;

4°/ En cas d'évolution législative ou réglementaire, en particulier des textes applicables à l'exercice des activités agréées de La Société Agréée, ayant un impact significatif sur l'exécution du Contrat (obstacle à l'exécution, augmentation significative du coût effectif à la tonne recyclée par rapport au prix d'acquisition, dégradation du rapport coût/efficacité de la technologie de recyclage, ...) ;

5°/ En cas de variation, en moyenne sur une année glissante, de plus de quinze (15) % de l'indice, publié par l'INSEE, des prix de production de l'industrie française pour l'ensemble des marchés – A10 BE – Ensemble de l'industrie (ou équivalent en cas d'Acquéreur de nationalité étrangère), par rapport à sa valeur en date du [...], soit [...], déduction faite de la variation de l'indexation visée à l'article 3.2 (Partage des recettes de vente des matières recyclées) sur la même période ;

6°/ En cas de changement de circonstances tel que visé au 1er alinéa de l'article 1195 du Code civil, autres que ceux mentionnés aux points 1° à 5° ci-avant ;

Le réexamen du Contrat, dans les cas 1° à 6° ci-avant a pour objet d'apporter les ajustements de nature à compenser les déséquilibres résultant des évolutions des conditions d'exécution du Contrat constatées dans lesdits cas, dès leur intervention, par rapport aux conditions ayant présidé à sa conclusion.

Les Parties tiennent compte, aux fins du rééquilibrage, des mitigations qui peuvent être obtenus hors du Contrat (ex. : diversification des approvisionnements). Elles négocient de bonne foi.

L'intervention d'un cas de réexamen permet d'enclencher la procédure de réexamen visée à l'Article 4.2 (Procédure de réexamen du Contrat) ci-après. Elle ne suspend pas l'exécution du Contrat, qui continue dans les mêmes conditions jusqu'à l'éventuel réexamen, en cas d'accord des Parties ou jusqu'à la décision du juge, dans les conditions exprimées à l'article 4.2 (Procédure de réexamen du Contrat).

Il est convenu entre les Parties, pour l'application des dispositions de l'article 1195 du Code civil, qu'elles ont chacune acceptée d'assumer les risques associés aux limites fixées par les cas 1° à 5°.

4.2 Procédure de réexamen du Contrat

Le réexamen des conditions d'exécution du Contrat débute à l'initiative de l'une des Parties par la notification, par lettre recommandée avec accusé de réception, d'une demande de réexamen motivée (i) constatant et justifiant de l'un au moins des cas énumérés à l'article 4.1 (*Procédure de réexamen du Contrat*), (ii) contenant une proposition de réexamen et (iii) exposant un projet de calendrier de travail, établi dans le respect du délai visé ci-après.

Dès notification de la demande de réexamen, les Parties échangent de bonne foi sur les conséquences à tirer des éléments relevés par la Partie à l'origine de la demande, afin de trouver un accord sur les modifications à apporter au Contrat en conséquence.

La Partie à laquelle la demande de réexamen est transmise fait connaître à l'autre ses intentions dans un délai de sept (7) jours francs à compter de la notification de la demande, quant au principe de réexamen.

Les Parties arrêtent le délai pour faire aboutir la procédure de réexamen et le calendrier de travail sous un délai de sept (7) jours à compter de l'acquisition de l'accord sur le principe de réexamen. En tout état de cause, la durée de la procédure de réexamen ne pourra pas être supérieure à une durée de deux (2) mois à compter de la notification de la demande de réexamen.

Chaque Partie tient à disposition de l'autre Partie les informations utiles au réexamen.

Si nécessaire, ainsi qu'il est indiqué à l'Article 1.11 (*Contrôle*) *ci-avant*, l'accès aux informations est accordé après traitement par un tiers tel qu'un commissaire aux comptes. Le coût associé est pris en charge, pour moitié, par chacune des Parties.

Les informations ainsi fournies peuvent être notamment de nature technique ou financière.

En cas d'accord final entre les Parties, le réexamen donne lieu à la conclusion d'un avenant.

Si aucun accord n'est trouvé à l'issue du délai convenu, les Parties peuvent décider d'une médiation, mise en œuvre dans le cadre défini aux articles 1530 et suivants du code de procédure civile. Elles s'accordent sur la personne du médiateur. Le terme de la médiation ne peut excéder un délai de (2) mois à compter de la saisine du conciliateur de justice.

En cas de refus, ou d'échec de la médiation à l'issue du délai de (2) mois dans le cas où les Parties ont décidé d'une telle médiation, l'une et/ou l'autre des Parties peuvent décider de résilier le Contrat dans les conditions visées à l'Article 2.2 (*Résiliation du Contrat sans faute*).

La résiliation peut être prononcée aux torts de la Partie résiliée, dans les conditions visées à l'Article 2.3 (*Résiliation du Contrat pour faute*), si la Partie résiliante estime que l'autre Partie a manqué à ses obligations, en particulier la négociation de bonne foi du réexamen.

La Partie résiliée peut contester la résiliation. La résiliation abusive est notamment caractérisée lorsque la poursuite du Contrat était envisageable pour la Partie résiliante en raison de l'absence de déséquilibres de l'économie du Contrat, au sens de l'Article 4.1 (*Cas et conditions de réexamen du Contrat*), le cas échéant après mise en œuvre des ajustements proposés, quoique refusés, dans le cadre de la procédure de négociation.

A défaut de résiliation, il est loisible à l'une et/ou l'autre des Parties de saisir, le juge d'une demande de révision judiciaire en application de l'article 1195 du Code civil.

Les modalités de révision devront être établies dans le respect des conditions de l'Article 4.1 (*Conditions de réexamen du Contrat*). La révision ne pourra rétroagir au-delà du jour suivant celui où le défaut d'accord sur le réexamen, le cas échéant après médiation, a été constaté.

Article 5. Force majeure

La Partie qui aura souffert de la survenance d'un événement de force majeure, tel que défini par l'Article 1218 du Code civil, devra en informer l'autre Partie, dès que possible, et par tout moyen. Cette information sera par ailleurs doublée de l'envoi d'une lettre recommandée avec demande d'avis de réception au plus tard dans les cinq (5) jours ouvrés qui suivront sa survenance. La Partie en question devra exposer les raisons pour lesquelles la force majeure l'empêche de respecter le contrat ainsi que les conséquences prévisibles de cet empêchement.

En cas de survenance d'un événement de force majeure, les obligations prévues au Contrat, directement touchées par l'événement en question, seront suspendues.

Pendant la période d'empêchement, les Parties :

- s'efforceront de trouver un accord sur les modalités de poursuite du Contrat en dépit de la survenance de l'événement de force majeure ;
- mettront tout en œuvre pour préserver au mieux les intérêts de l'autre Partie en attendant la reprise du Contrat.

Si l'empêchement est définitif ou dure plus de trente (30) jours à compter de la survenance de l'événement, la Partie lésée pourra adresser une lettre recommandée avec avis de réception à la Partie empêchée lui notifiant la résiliation du Contrat, sans préavis. La résiliation prendra alors effet au jour de la réception de la notification de la résiliation, sans que la résiliation n'ouvre droit à indemnisation, de la part d'une Partie, au bénéfice de l'autre Partie.

L'impossibilité pour l'Acquéreur d'accueillir les livraisons dans les conditions stipulées à l'Article 1.5 (*Gestion des réceptions*) ne constitue pas un événement de force majeure et devra être réglée dans les conditions stipulées à l'Article 1.6 (*Continuité des réceptions*), sauf si elle conduit l'Acquéreur à recourir à la solution de stockage pendant une durée de plus de trois (3) mois.

Article 6. Indépendance des Parties

Les Parties déclarent qu'elles conservent chacune leur pleine et entière indépendance l'une par rapport à l'autre et que rien dans le Contrat ne sera interprété comme créant un lien de subordination, une société commune, une association ou un partenariat entre elles.

Chacune des Parties demeure en conséquence seule responsable, notamment vis-à-vis des tiers et des autorités, de ses actes, allégations, engagements, prestations, produits et personnels durant toute la durée de l'exécution du Contrat.

Article 7. Indivisibilité du contrat et non-renonciation

Si une stipulation du Contrat est rendue invalide, illégale, inapplicable ou inopposable pour quelque cause que ce soit, une telle sanction n'affectera pas la validité, la légalité, l'applicabilité ou l'opposabilité des autres stipulations du Contrat dès lors que le Contrat pourra continuer à être exécuté, à moins qu'une telle sanction n'affecte la substance même du Contrat ou ne modifie significativement son économie. Dans tous les cas, les Parties conviendront d'une stipulation de remplacement de la stipulation invalidée, nulle, illégale, inapplicable ou inopposable qui reflètera autant que possible l'intention des Parties, dans le respect de l'équilibre économique initial du Contrat.

Aucune tolérance de quelque nature qu'elle soit et quelle qu'en soit l'importance, la durée ou la fréquence, ne pourra être considérée comme créatrice d'un quelconque droit ni comme valant renonciation à faire valoir, par l'une ou l'autre des Parties, l'ensemble des clauses et conditions

du Contrat, qui sont toutes de rigueur, sans restriction aucune. Une telle renonciation n'aura d'effet que si elle est exprimée par écrit et signée par la personne dûment habilitée à cet effet.

Article 8. Intuitu personae

8.1 Cession du Contrat

Les Parties reconnaissent que le Contrat est conclu *intuitu personae* en raison des capacités et qualités exprimées par l'Acquéreur, le cas échéant les entreprises composant le groupement d'opérateurs économiques visé à l'Article 0 (Groupement d'opérateurs économiques), au cours de la procédure d'attribution du Contrat.

Par suite, l'Acquéreur ne pourra en aucun cas céder tout ou partie du Contrat sans le consentement préalable écrit de La Société Agréée.

Par cession du Contrat, le présent article vise :

- Le transfert de la totalité du Contrat à une autre entité que celle ou celles désignées initialement ;
- Le transfert d'une partie du Contrat à une autre entité que celle ou celles désignées initialement (notamment le changement de cotraitant) ;
- La cession d'actifs ou le changement dans le contrôle de l'entité ou de l'une des entités désignées initialement.

La demande de cession est effectuée par l'Acquéreur auprès de La Société Agréée par lettre recommandée avec accusé de réception.

Le non-respect des stipulations du présent Article pourra être sanctionné par la résiliation du contrat aux torts de l'Acquéreur (art. 2.4 – *Résiliation du Contrat pour faute*).

Si La Société Agréée accepte la cession du Contrat, le cessionnaire est alors entièrement subrogé à l'Acquéreur dans les droits et obligations résultant du Contrat, et reprend intégralement l'exécution de toutes les obligations fixées dans le Contrat à la charge de l'Acquéreur, à hauteur de la cession effectuée.

L'Acquéreur fera son affaire, à ses frais, de la transmission de toutes les charges et obligations dans le cadre de la cession, y compris en ce qui concerne le bénéfice des polices d'assurance et communiquera à son cocontractant dans un délai de dix (10) jours calendaires à compter de la cession les justificatifs de transmission des charges et garanties.

8.2 Exécution du Contrat par des tiers

L'Acquéreur peut confier à des tiers une partie des missions qui lui sont confiées, sous réserve de l'accord préalable et exprès de La Société Agréée.

Les tiers de rang supérieur peuvent, à leur tour, confier une partie des missions qui leur sont confiées, à des tiers de rang inférieur, sous la même réserve.

Une fois l'accord de La Société Agréée obtenu, les contrats conclus entre les tiers concernés pourront lui être transmis, dans un délai d'une semaine, sur simple demande.

En tout état de cause, nonobstant (i) le recours à des tiers pour l'exécution d'une partie des missions qui lui sont confiées et (ii) l'accord de La Société Agréée, l'Acquéreur demeure personnellement et seul responsable de la bonne exécution du Contrat.

L'accord de La Société Agréée n'ouvre droit à aucun paiement direct au profit des tiers acceptés.

8.3 Reprise du Contrat en cas de fin d'agrément de La Société Agréée

En cas de perte d'agrément (retrait ou de non-renouvellement) de La Société Agréée, les Parties conviennent qu'une autre société agréée puisse reprendre à son compte tout ou partie du Contrat afin d'assurer la continuité de la gestion des déchets et la progression de la performance de recyclage de la filière.

Les Parties font leurs meilleurs efforts pour identifier la ou les sociétés agréées concernées.

L'Acquéreur s'engage à proposer la reprise susvisée à la ou les sociétés agréées qui auront été identifiées par l'une et/ou l'autre des Parties. La proposition doit être formulée :

- à des conditions techniques et financières équivalentes au Contrat initial, compte tenu le cas échéant d'une augmentation ou d'une réduction du périmètre contractuel ;
- dès que cette société agréée est identifiée.

L'engagement de l'Acquéreur, visé ci-avant, expose sa responsabilité tant vis-à-vis de La Société Agréée que de la société agréée qui prendra en charge tout ou partie principale des activités de La Société Agréée en matière de gestion de déchets. Le défaut d'une des trois conditions précitées, pour un fait extérieur à l'Acquéreur, constitue une cause d'exonération de son engagement au regard de la condition concernée.

A défaut de reprise du Contrat, La Société Agréée peut le résilier en application de l'Article 2.2 (*Résiliation sans faute*). La résiliation peut intervenir partiellement dans le cas où seule une partie du Contrat aurait été reprise.

Article 9. Communication

Sous réserve de stipulations contraires, toute notification, demande ou communication devant être effectuée, et/ou tout document devant être délivré, par une Partie à une autre Partie en exécution du Contrat sera effectuée et/ou délivrée à l'adresse indiquée ci-dessous :

1°/ Pour l'Acquéreur :

[Raison sociale]

A l'attention de : [...]

Adresse : [...]

Tél. : [...]

Courriel : [...]

2°/ Pour La Société Agréée :

[Raison sociale]

A l'attention de : [...]

Adresse : [...]

Tél. : [...]

Courriel : [...]

Chaque Partie pourra modifier son adresse de contact en notifiant préalablement à l'autre Partie l'adresse de remplacement.

Les Parties privilégient les échanges dématérialisés au moyen des coordonnées électroniques susvisées, sauf nécessité de recourir à une forme matérialisée.

Article 10. Confidentialité

Chaque Partie s'engage à respecter la plus stricte confidentialité et à ne divulguer aucune information, document, donnée, fichier, savoir-faire, échantillons, échanges, sans que la présente liste puisse être considérée comme exhaustive, qui pourraient lui être révélés ou transmis par l'autre Partie ou ses prestataires et partenaires dans le cadre de l'exécution du Contrat, et ce quel que soit le support ou la forme utilisée pour cette transmission et qu'ils soient ou non identifiés comme confidentiels.

Aux fins des présentes, ne sont pas considérées par les Parties comme étant des Informations confidentielles :

- ✓ toute information déjà en possession de la Partie destinataire avant la communication de ladite information par l'autre Partie ;
- ✓ toute information communiquée, directement ou indirectement, au public ou à la Partie destinataire par une source autre que l'autre Partie, sans violation du droit d'un tiers ni d'un engagement de confidentialité ;
- ✓ toute information devenue publique sans violation du Contrat ;
- ✓ toute information à communiquer en vertu des lois et règlements, en particulier ceux applicables à la responsabilité élargie du producteur et les agréments dont La Société Agréée est titulaire (notamment transmission de données à l'ADEME dans le cadre de sa mission de suivi et d'observation des filières à responsabilité élargie du producteur), ou d'une décision judiciaire ou administrative ;
- ✓ toute information relative aux conditions de recyclage des tonnes livrées par La Société Agréée (performance du recyclage des tonnes livrées par La Société Agréée, modalités de traitement des déchets issus du process de recyclage, prix d'acquisition, ...), à l'exception des mentions de **l'Annexe 2 (Détail de la solution de recyclage)** expressément couvertes par le secret industriel et commercial.

La Partie considérant qu'une information n'est pas confidentielle supporter la charge de la preuve de la non-confidentialité de ladite information.

L'Acquéreur s'engage par ailleurs à restituer les documents qui lui auront été transmis dans le cadre du Contrat dans les dix (10) jours ouvrés suivant la fin du Contrat pour quelque cause que ce soit, à l'exception des documents remis en application du Contrat pour le suivi de son exécution, y compris son réexamen, tel que prévu à l'Article 4 (*Réexamen du Contrat*).

En tout état de cause, l'Acquéreur prendra vis-à-vis de son personnel et le cas échéant, de ses sous-traitants, toutes les mesures nécessaires pour assurer sous sa responsabilité le respect des obligations de confidentialité et de restitution qui lui incombent.

Ces obligations resteront en vigueur pendant la durée du Contrat et lui survivront pendant une durée de cinq (5) ans à compter de la fin du Contrat.

Article 11. Propriété intellectuelle

11.1 Connaissances propres

Les Connaissances Propres de chaque Partie sont et demeureront sa propriété exclusive.

Le matériel, l'outillage ainsi que les prototypes (en ce compris les droits de propriété intellectuelle associés) utilisés ou fabriqués par une Partie dans le cadre du Projet seront et demeureront la propriété exclusive de cette dernière.

11.2 Résultats communs

Dans l'hypothèse où les Parties seraient amenées à générer, dans le cadre du Contrat, des Résultats communs, les droits de propriété intellectuelle y afférents seront la propriété conjointe des Parties, selon leur contribution respective. Les Parties conviennent de définir ensemble de bonne foi les conditions d'utilisation, d'exploitation et de commercialisation de ces Résultats communs dans un accord spécifique.

Cet accord pourra prendre la forme d'une cession de droits, d'une licence exclusive ou d'une licence standard, étant précisé que chaque Partie s'engage à permettre à l'autre Partie de poursuivre l'utilisation, l'exploitation et, le cas échéant, la commercialisation de ces Résultats communs pendant toute la durée du présent Contrat.

11.3 Garantie de jouissance paisible

Chaque Partie s'interdit d'utiliser, dans le cadre de la réalisation du Projet, des droits de propriété intellectuelle et/ou industrielle appartenant à un tiers sans l'autorisation écrite préalable de ce tiers. Les droits ou redevances qui pourraient être dus pour cette utilisation sont à la charge exclusive de la Partie concernée.

Chaque Partie garantit dans ce cadre l'autre Partie contre tout recours ou action qu'un tiers pourrait lui intenter à un titre quelconque, notamment contre toutes réclamations, revendications, demandes d'interdiction d'exploitation, demandes de dommages intérêts et d'une façon générale, contre toute action civile ou pénale émanant d'un tiers, relative aux Résultats et aux Livrables.

Article 12. Documents contractuels

Les pièces constitutives du Contrat sont les suivantes, par ordre décroissant de priorité :

- Le présent document ;
- Ses annexes :

1°/ Annexe 1 : Qualité des flux

2°/ Annexe 2 : Détail de la solution de recyclage, composé des pièces suivantes :

- Sous-Annexe 2.1 : Engagements techniques essentiels ;

- Sous-Annexe 2.2 : Mémoire technique d'offre ;

- Sous-Annexe 2.3 : Procédure de contrôle de réception visée à l'article 1.5 (Gestion des réceptions) ;

- [Compléter la liste des sous-annexes au besoin] ;

[3°/ Compléter la liste des annexes au besoin].

Les pièces susvisées constituent un ensemble contractuel unique. Elles constituent l'intégralité de ce qui est convenu entre La Société Agréée et l'Acquéreur pour ce qui concerne l'objet du Contrat et annule tous échanges, correspondances et contrats éventuels antérieurs à la date de signature du Contrat. En tout état de cause, les conditions générales d'achat de La Société Agréée, pas plus que les conditions générales de vente de l'Acquéreur, ne sont pas applicables.

L'ordre de priorité des pièces (le présent document, ses annexes et sous-annexes) implique qu'en cas d'omission, d'imprécision ou de contradiction, susceptible de donner lieu à interprétation

litigieuse, sont prises en considération et sont donc applicables les stipulations correspondantes figurant dans la pièce citée prioritairement.

En particulier, conformément audit ordre de priorité, ne serait pas applicable une condition que l'Annexe 2.2 (*Détail de la solution de recyclage d'offre*) ajouterait à un engagement essentiel par rapport à sa description fixée en Annexe 2.1 (*Engagements techniques essentiels*). Le Mémoire technique d'offre (Annexe 2.2) n'a ni pour objet ni pour effet de restreindre la portée des engagements techniques essentiels visés en Annexe 2.1 vis-à-vis de La Société Agréée.

En cas de contradiction dans les clauses d'un même document du Contrat, il conviendra de faire application de la clause la plus favorable à La Société Agréée.

Article 13. Loi applicable et clause attributive de juridiction

Le Contrat est régi par le droit français. Sa langue d'exécution est le français.

En cas de difficulté liée à l'interprétation, l'exécution ou la cessation du Contrat, sans préjudice des stipulations particulières du Contrat, en particulier l'article 4.2 (*Procédure de réexamen du Contrat*), les Parties s'efforceront de rechercher une solution amiable. Elles peuvent décider d'une médiation, dans les délais visés à l'Article 4.2 (Procédure de réexamen). Dans l'hypothèse où elles n'y parviendraient pas, tout litige en lien avec le contrat sera soumis à la compétence du Tribunal de commerce de Paris.

Article 14. Attestations et déclarations sur l'honneur

L'Acquéreur atteste sur l'honneur :

- Que l'ensemble des prestations seront réalisées par des salariés régulièrement déclarés et employés, conformément aux dispositions légales en vigueur et notamment aux articles L. 1221-10, L. 3243-2 et R. 3243-1 du code du travail ;
- Avoir déposé ou fait déposer en son nom et pour son compte auprès des autorités fiscales dont il dépend, les déclarations fiscales obligatoires auxquelles il est assujéti ; et

Il transmet à la signature du Contrat à l'autre Partie :

- Une attestation de fourniture de déclaration sociale émanant de l'organisme français de protection sociale chargé du recouvrement des cotisations sociales lui incombant datant de moins de six (6) mois ;
- Un extrait K-Bis (ou équivalent) à jour ; et
- Le document relatif aux travailleurs étrangers salariés de l'autre Partie.

Il s'engage à remettre ces documents à l'autre Partie tous les six (6) mois à compter du début du Contrat et jusqu'à sa cessation, pour quelque cause que ce soit.

Le défaut de production de ces documents autorisera la Société Agréée à procéder à suspendre en tout ou partie l'exécution de ses obligations, et si le manquement venait à persister après mise en demeure, à la résiliation du Contrat pour faute (Article 2.3).

Article 15. Lutte contre la corruption

Les Parties attachent une importance toute particulière à la lutte contre la fraude et la corruption et entendent que toute personne ou société en relation avec elles adhère aux mêmes principes et respecte scrupuleusement la réglementation en vigueur.

En conséquence, les Parties s'engagent à respecter les éléments stipulés au présent article.

Tout manquement de la part d'une Partie aux stipulations du présent article devra être considéré comme un manquement grave autorisant l'autre Partie, si bon lui semble, à résilier le Contrat.

Les Parties garantissent que toute personne, physique ou morale, intervenant pour leur compte dans le cadre du Contrat :

- Respectera toute réglementation qui lui est applicable ayant pour objet la lutte contre la corruption ;
- Ne fera, par action ou par omission, rien qui serait susceptible d'engager la responsabilité d'une Partie au titre du non-respect de la réglementation existante ayant pour objet la lutte contre la corruption ;
- Le cas échéant, mettra en place et maintiendra ses propres politiques et procédures relatives à la lutte contre la corruption ;
- Informera chaque Partie sans délai de tout événement qui serait porté à sa connaissance et qui pourrait avoir pour conséquence l'obtention d'un avantage indu, financier ou de toute autre nature, à l'occasion du présent contrat ;
- Fournira toute assistance nécessaire à chacune des Parties pour répondre à une demande d'une autorité dûment habilitée relative à la lutte contre la corruption.

Chacune des Parties indemniserà l'autre Partie de toute conséquence, notamment financière, d'un manquement de sa part aux obligations stipulées au présent article.

Chaque Partie peut prendre toute mesure raisonnable et légitime ayant pour objet de contrôler le strict respect par l'autre Partie des obligations stipulées au présent article. Le contrôle sera effectué par priorité sur la base des éléments transmis par l'autre Partie. Les Parties conviennent que le contrôle exercé en application du présent article ne peut donner lieu à un audit ou à des vérifications, hors procédure judiciaire.

Chacune des Parties s'engage à informer l'autre Partie, sans délai, de tout élément qui serait porté à sa connaissance et susceptible d'entraîner sa responsabilité au titre du présent article.

Il est entendu qu'aucune obligation au titre du Contrat ne saurait avoir comme conséquence d'obliger les Parties à manquer à leurs obligations relatives à la lutte contre la corruption.

SIGNATURES ELECTRONIQUES ET DATES :

Annexe 1 Qualités du flux

FD20 – Films souples base PEBD, PEHD et PP : flux de films : déchets d'emballages ménagers souples en plastique avec une teneur minimale de 90% (soit 10% d'impuretés) de films et sacs majoritairement en polyoléfines (base PE et PP), avec une tolérance de 3% en emballages rigides PE et PP.

Projet de contrat

Annexe 2 Détail de la solution de recyclage



Annexe 2.1 : Engagements techniques essentiels

[...]

Projet de contrat

Annexe 2.2 : Procédure de contrôle de réception visée à l'article 1.5 (Gestion des réceptions)

Prescriptions techniques pour la caractérisation des flux entrants

La caractérisation des flux entrants permet de contrôler la qualité de lots réceptionnés en provenance des centres de surtri.

Ces contrôles sont basés sur les standards de composition du flux présentés ci-dessous. Ils permettent à CITEO et à l'Acquéreur d'avoir un suivi de la qualité de chacun des sites et également, le cas échéant, consigner les non-conformités.

Les non-conformités (logistique et qualité) devront être déclarées sous Laser sous 48h à compter de l'heure de réception.

Composition du Flux FD20 :

FD20 – Films souples base PEBD, PEHD et PP : flux de films : déchets d'emballages ménagers souples en plastique avec une teneur minimale de 90% (soit 10% d'impuretés) de films et sacs majoritairement en polyoléfinés (base PE et PP), avec une tolérance de 3% en emballages rigides PE et PP.

I. Contrôle visuel de la qualité et du conditionnement du chargement

Pour chaque chargement, il est demandé de réaliser un contrôle visuel.

Le bon maintien, la dimension régulière et la qualité globale des balles sont évalués lors du contrôle visuel.

En cas de défaut de chargement, de risque de chute de balle ou de pollution importante, une photo du lot complet doit être prise. La photo doit être accompagnée des raisons de la non-conformité pour le chargement selon les critères suivants :

- Qualité globale du chargement (notamment risque de chute de balle)
- Taux de remplissage du camion
- Etiquetage des balles
- Qualité du ligaturage
- Tenue et dimensions des balles
- Propreté du lot
- Aspect des balles
- Tranche de produits
- Erreur de matière

Si des éléments particuliers viennent perturber le traitement des lots, des photos spécifiques pourront être demandées en plus des photos globales du lot.

Tout écart constaté lors du contrôle visuel devra faire l'objet de photos et être signalé à Citeo selon la procédure de gestion des non-conformités.

II. Déroulement du contrôle qualité

Le contrôleur prélève une des balles du lot. Le prélèvement doit être fait sur une balle sélectionnée au hasard et ne pas cibler une balle atypique du lot. La balle sélectionnée doit comporter une étiquette, si aucune balle ne présente d'étiquette, une photo globale du lot devra être réalisée et cela devra être signalé.

Afin d'être le plus représentatif de la balle et du lot, le prélèvement doit être fait sur une matière homogénéisée.

Enfin, il sera nécessaire de réaliser un prélèvement d'au moins 20kg.

Pour le FD20, la grille de caractérisation doit présenter à minima les détails suivants :

Catégories	Sous-catégories	Poids (kg)	%
Films et emballages souples plastiques	PE		
	PE format industriel		
	PP		
	Complexes (PE/PP/PET/PA, Aluminisés)		
	Filets		
Emballages rigides plastiques : bouteilles, flacons, pots et barquettes	PE / PP (tolérance 3% maximum)		
	Autres plastiques : PS / PET / PVC		
Refus	Films biodégradables		
	Alu / Acier		
	Fibreux : cartons, papiers, ELA		
	Imbriqués		
	Textiles		
	Autres matériaux : verre, autres objets		
TOTAL			
Refus			

La caractérisation doit être accompagnée des photos suivantes :

- Photo du lot au global
- Photo de la balle caractérisée
- Photo des catégories de « refus » à minima
- Si des étiquettes sont présentes (sur la balle ou, à défaut, dans le lot), il est demandé d'ajouter la photo d'étiquette. Il est demandé de préciser l'absence d'étiquette le cas échéant.

III. Transmission des données et gestion des non-conformités

Concernant l'ensemble de ces données de caractérisations, il est demandé à l'acquéreur de fournir deux types de fichiers distincts :

- Un fichier de compilation hebdomadaire sous format Excel regroupant la totalité des données de caractérisation dans un seul onglet. Chaque caractérisation doit contenir à minima le détail des catégories données dans la grille de l'article II («

Déroulement du contrôle qualité »), la date de caractérisation, le site concerné et le numéro de transaction.

- Dans le cas d'une non-conformité, il sera demandé à l'acquéreur de réaliser la déclaration sous Laser pour la transaction concernée dans les 48h à compter de l'heure de réception (passé ce délai la non-conformité pourra être refusée et le lot devra être consommé/géré par l'Acquéreur). Il sera demandé d'intégrer les photos demandées à l'article II (« Déroulement du contrôle qualité ») ainsi qu'un fichier au format PDF précisant les différentes catégories.

Si la non-conformité présente un taux de refus > 15% ou en cas de pollution importante avérée, une contre caractérisation pourra être demandée et/ou un retour de lot effectué. L'Acquéreur devra donc isoler le lot durant 10 jours sauf contre-indication de la part de CITEO, dans le cas contraire la non-conformité ne pourra pas être maintenue.

Dans le cas d'une non-conformité entre 15% et [...]%, les pénalités seront appliquées comme convenu contractuellement.

En complément de cette procédure, un pas à pas Laser sera fourni pour la déclaration des non-conformités.

Annexe 2.3 : Mémoire technique d'offre

[Mémoire technique d'offre, ajusté si nécessaire suite aux discussions de mise au point]

Annexe 2.4 : Bilan de performance annuel

1. Réceptions
 - a. Quantités
 - Etat annuel et mensuel des livraisons VS prévu au contrat
 - Préciser les événements opérationnels qui ont impacté les capacités de réception.
 - b. Qualité
 - Tableau bilan des caractérisations (Fichier en PJ du mail initial)
 - Détail de la qualité par CDST
 - Taux de couverture (nombre de caractérisations/nombre de camions livrés)
 - Bilan global, problèmes identifiés et préconisations de plan d'action si besoin
 - Nombre de NC et quantité totale décotée
 - Taux de couverture global
2. Recyclage
 - Schéma global de toutes les étapes de recyclage
 - Schéma du process détaillé de chacune des étapes (si évolution par rapport à l'offre initiale)

- Tonnages consommés / mois
- Tonnages de matière recyclée produits / mois (flakes/pellets), si étape de recyclage supplémentaire un certificat de recyclage des quantités expédiées est à fournir par le site de destination finale.
- Récapitulatif des tests réalisés sur la matière fournie par CITEO (objectifs / résumés / tonnages / résultats)
- Proposition / Commentaires à l'évolution des standards

3. Rendement global de recyclage

- Détail du calcul du rendement global et comparaison avec les engagements techniques essentiels prévus au contrat dans l'annexe 2.1 :
 - Matière principale
 - Co-produits
 - Préciser tout élément contractuel sur la qualité ou la vente de ces produits (Annexe 2.1)
- Apporter des explications en cas de variations (positives ou négatives) vis-à-vis des engagements. Tout écarts doit être étayé de documents tels que stipulés à l'annexe 2.1.

4. Débouchés

- Principaux clients consommateurs/secteurs de débouchés (suivant exigences du contrat, en%) des matières produites (préciser s'il y'a un retour au contact alimentaire).

5. Stocks

- Etat mensuel :
 - Des stocks entrants
 - Des tonnages de paillettes
- Bilan annuel

6. Bilan environnemental

- Emplois d'insertion (si demandé au contrat)
- Transport alternatif (preuves de raccordement si demandé au contrat)
 - Maritime/fluvial
 - Ferroviaire
- Bilan environnemental à fournir (si réalisé)
- Bilan carbone avec les données pour chaque étape (transport, préparation...)
- Etat des certifications (ISO ou autres)